13e année. — N° 239. — 25 Janvier 1937

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

Les révolutionnaires espagnols et la guerre
par L. NICOLAS

■

Le 1er Janvier est passé et la carte d'identité fiscale n'est pas entrée en vigueur
par R. LOUZON

■

Le syndicalisme au tournant
par J. BARRUÉ

■

« PLUS DE GRÈVES ! »
par M. CHAMBELLAND

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE BIBLIOTHÈQUE

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 239

(25 janvier 1937)

LES REVOLUTIONNAIRES ESPAGNOLS ET LA GUERRE ..... L. NICOLAS.

LE SYNDICALISME AU TOURNANT ..... J. BARRUÉ.

Notes d'économie et de politique

Le 1er janvier est passé et la carte d'identité fiscale n'est pas entrée en vigueur. — Les faveurs à Franco vont être légalisées. — Pacifisme impérialiste ..... R. LOUZON.

Parmi nos lettres

Que représente Franco ? — Notre « malaise ».

Renaissance du syndicalisme

Plus de grèves ! — Le Congrès de l'Union. — « Avant-garde fasciste » ? ..... M. CHAMBELLAND.

LE CONGRÈS DE L'UNION DES SYNDICATS DE L'ADOUR ..... A. RICHARD.

La vérité sur l'U.R.S.S.

Autour de la nouvelle constitution : la lutte pour le pouvoir. — La préparation à la guerre. — Quelques statistiques ..... YVON.

Faits et documents

« Heureux contrastes ». — Un manifeste pour la défense du syndicalisme lutte de classes.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Collection de la « Révolution Prolétarienne »

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

par J. F. HORRABIN

traduit de l'anglais par J. PÉRA

(45 CARTES)

Prix : 9 francs — *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

UN FLEUVE DE SANG

UNE BROCHURE

Prix : UN franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e (Compte n° 734-99 Paris).

Les révolutionnaires espagnols et la guerre

En général les informations parvenues de l'Espagne gouvernementale au cours de la quinzaine écoulée fourmillent de faits défavorables à la progression révolutionnaire dans la vie sociale. Il faut faire un véritable effort d'appréciation complète pour découvrir malgré tout quelques aspects positifs reflétant la volonté du prolétariat dressé le 19 juillet et continuant à s'affirmer malgré les efforts de la restauration petite bourgeoise. Cette remarque n'a pas trait à la lutte armée contre les bandes fascistes où le courage ouvrier réalise de véritables miracles dans ce domaine; la résistance des brigades internationales appuyées par une aide technique sérieuse du gouvernement russe s'oppose avec succès aux offensives de Franco. Malheureusement l'information à donner à ce sujet se heurte au danger de fournir des précisions utiles à l'ennemi et au besoin de distinguer la vérité au travers de l'exagération à laquelle se livre aussi bien la presse gouvernementale que celle des fascistes.

Aussi les notes suivantes empruntées à un article de Pierre Robert et publiées dans la « Sozialistiche Warte » du 1-1-37 présentent un intérêt particulier en raison de leur façon calme et réfléchie, donnant des détails précis sur la dernière phase des opérations.

« Grâce à l'aide des Russes l'arme de l'aviation du gouvernement de Madrid a été complètement renouvelée. Il apparaît clairement que de 100 à 200 appareils sont arrivés, appareils merveilleux, supérieurs aux Junkers et Capronis. Ce sont des avions combinant les types chasseur et bombardier, pouvant emporter 700 kilos de bombes. Ils ont un rayon d'action de 400 km. et plusieurs d'entre eux sont armés de mitrailleuses pouvant tirer 1800 coups par minute. Les pilotes, des Russes, pratiquent une discipline de fer, avec leurs mécaniciens ils sont continuellement auprès de leurs appareils, même pour dormir et manger. Un coup de sifflet et cinq minutes après ils sont en vol ! Ils ont une confiance illimitée en eux-mêmes et dans leurs appareils; ils méprisent la mort. Il n'est pas rare que l'un d'eux, se considérant perdu, se lance contre l'avion ennemi donnant ainsi sa vie au prix maximum.

« Les camarades russes n'ont pas seulement livré des avions et des pilotes; ils ont amené aussi tout le nécessaire pour l'arme de l'aviation : grues pour le déchargement, camions pour le transport, ateliers de montage et mécaniciens. Ils ont fourni aussi des tanks : ceux-ci sont supérieurs aux petits tanks italiens, mais ne résistent pas contre les canons anti-tanks de fabrication allemande dont disposent les rebelles. Le mot d'ordre des équipages de tanks est : pas de tank laissé aux mains de l'ennemi. Certains équipages se sont fait sauter plutôt que de se rendre prisonniers.

« L'aide des spécialistes militaires russes se fait nettement sentir: il règne une plus grande discipline; de bonnes tranchées et autres fortifications de tout genre ont été établies.

*« ...Dans la brigade internationale on trouve des camarades allemands qui ont passé par les camps de concentration de Hitler, des Italiens venant directement d'Italie ou qui étaient depuis longtemps dans l'émigration. Des Autrichiens, de Polonais. des Tchèques, des Yougoslaves, des Anglais, des Français combattent dans la brigade. Ce sont des soldats par conviction et ils se battent comme des lions. La brigade a une renommée presque légendaire parmi les camarades espagnols. Elle a sauvé Madrid, en agissant avec quelques bataillons espagnols. C'est une troupe de choc qui intervient partout où la situation est tendue. Souvent elle va au combat en chantant l'*Internationale *dans cinq ou six langues différentes. Evidememnt, ses pertes sont sensibles. Mais elles sont immédiatement compensées par de nouveaux volontaires arrivant chaque jour de différents pays. Les actes accomplis par cette brigade comptent parmi les plus beaux inspirés par la solidarité internationale que le mouvement ouvrier ait jamais connu.*

« ...L'aide russe a créé une sorte de psychose en faveur de la Russie et de la IIIe Internationale. Le parti communiste espagnol, parti insignifiant avant la rébellion, accuse une croissance formidable. La forte position morale que l'Union Soviétique a en Espagne est puissamment et intelligemment exploitée. Agitation, presse, bonnes affiches partout, à Madrid, par exemple, paraît un quotidien des Jeunesses Socialistes Unifiées subissant fortement l'influence du parti communiste. Dans chaque grande ville il existe un journal communiste qui n'est pas mal fait au point de vue propagande et agitation. L'U.G.T., la centrale syndicale espagnole, adhérente à la F.S.I., subit à présent fortement l'influence communiste. En Catalogne, où en juillet et août encore le parti communiste n'avait qu'une influence restreinte, c'est à présent un parti fort, s'appuyant sur l'U.G.T., cette dernière dépassant même les syndicats anarchistes. L'unité des partis socialiste et communiste ne se fera plus probablement longtemps attendre.

« Le parti communiste par suite de ce renforcement a augmenté ses prétentions. Il présente un penchant, comme ses partis frères des autres pays, à s'emparer de l'hégémonie au sein du front commun ». (Suivent des considérations sur l'élimination du P.O.U.M. très analogues à celles fournies par notre information; à noter toutefois que Pierre Robert considère comme une erreur la revendication du P.O.U.M. exigeant l'indépendance du Maroc espagnol ! (Note de L. N.)

« ...Les dirigeants de la C.N.T. se méfient aussi de la croissance de l'influence du parti communiste. Ils craignent également que les communistes vont attirer à eux le monopole du pouvoir. Il règne d'ailleurs au sein de la C.N.T. une série de frictions, car beaucoup de membres n'approuvent pas l'entrée des anarchistes dans un gouvernement. — Ce n'est pas en vain que l'on a combattu pendant des dizaines d'années toute sorte de gouvernement.

« Il serait très important de savoir si les

Russes ont posé des conditions politiques à l'aide en armements. Il est certainement exact, et cela doit être admis, qu'ils ont réclamé certaines garanties en ce qui concerne la direction militaire de la lutte. Nous savons que les influences russes sur la politique intérieure d'autres pays ont malheureusement souvent été dangereuses (l'exemple allemand le démontre à suffisance). Il a été affirmé, et ce n'est pas impossible, que les Russes ont exigé que l'on n'aille pas plus loin en Espagne que le rétablissement d'une république démocratique. On peut s'expliquer le fait de pareille exigence en raison de ce que l'Union soviétique dans son activité de politique extérieure veut bien apparaître comme protégeant les démocraties menacées, mais non comme favorisant les révolutions socialistes. »

Toutefois ces hypothèses reçoivent continuellement des confirmations, tout au moins en ce qui concerne le freinage de la tendance ouvriériste dans le nouveau régime espagnol. L'extrait suivant emprunté à un article d'Urales, militant anarchiste, mais ayant envoyé cet exposé à la *Batalla* (3-1-37), organe du P.O.U.M., résume assez bien les procédés tendant à l'annulation des conquêtes ouvrières.

« Chaque jour, le coq révolutionnaire perd une de ses plumes. D'abord les occupations, puis les collectivisations.

« Au département du Conseiller de l'agriculture, on recommande au paysan de travailler. Cette recommandation est très louable. Il est nécessaire que toute la terre soit cultivée; mais on a interdit les occupations, malgré qu'il y ait des domaines de plaisance, avec irrigation abondante, qui pourraient produire et qui ne produisent pas.

« Dans le gouvernement de Madrid, les forces de gauche peuvent plus que celles de droite. Dans celui de Barcelone, c'est le contraire qui se produit, quoique bien des gens croient qu'il en est autrement. Ici, il se fait mille combinaisons pour que les gens de gauche soient toujours en minorité dans le Conseil de la Généralité et dans les conseils municipaux. On a été jusqu'à inventer des partis qui jusqu'alors n'existaient pas. Ces partis se sont formés avec des gens qui n'étaient ni de gauche, ni antifascistes. Détritus des autres partis. Il s'agissait d'opposer des votes à la C.N.T.

« Pour nommer les conseillers, il a été tenu compte du parti communiste et du parti socialiste, tous deux encadrés dans l'U.G.T. Il n'a pas été tenu compte de la F.A.I. en considérant qu'elle est encadrée dans la C.N.T. Il ne s'agit pas d'occuper des postes; il s'agit d'avertir que tout le monde n'est pas composé d'imbéciles et que dans les coulisses on voit mieux la farce que lorsqu'on est assis dans un fauteuil ou que l'on se tient derrière la porte conduisant à la scène en attendant qu'on nous appelle.

« A Madrid, les socialistes ne sont pas l'instrument des droites révolutionnaires, dans l'exécution de certaines manœuvres; mais à Barcelone ils le sont ».

Parallèlement à l'offensive contre les conquêtes ouvrières grandit et progresse dans les régions des gouvernementaux l'esprit nationaliste espagnol se substituant à celui de l'internationalisme lutte de classes. Cela présente un aspect particulièrement renversant dans « Solidaridad Obrera », organe de l'anarcho-syndicalisme qui, par essence, par doctrine, devrait être opposé à cette déviation. Voici quelques exemples à l'appui de cette constatation. « Solidaridad Obrera » du 7-1-37 dénonce les journalistes français de la grande presse bourgeoise ; mais ce n'est pas leurs mensonges, leur haine du prolétariat en lutte qui indigne l'organe de la C.N.T.; c'est leur trahison envers leur patrie ! Le texte suivant dont nous respectons textuellement l'orthographe et le style a été publié en français et en première page; nous le reproduisons intégralement, sans coupures :

« Journalistes traites à sa patrie.

Dans la guerre de fait que nous soutenons avec l'Allemagne à laquelle les géneraux traitres ouvrirent les portes de l'Espagne qui actuent d'accord avec les boches et par sa gloire et service, quelques journalistes français qui résultent déja traitres à su propre Patrie puis que les désirs du teuton ne son d'autres que de s'ouvrir un passage au Sud pour attaquer par là, a sa haine obsesionante et traditionnelle : la France.

Ce sont ces journalistes, plus amis de l'Allemagne que de la France, les suivants :

Armand-Henry Flassch, *du « Journal »*; Geo London, *du « Journal »*; Leo-Gerville, *du « Matin »*; Lazarell, *du « Paris-Soir »*; Mille, *du « Paris-Soir »*.

Les uns, des les fronts des invahisseurs de l'Espagne et les autres des le même Paris, font une campagne qui tôt ou tard suppose une trahison ou de haute portée ou pour le moins une extraordinaire déloyauté envers la France.

Si un jour une nouvelle guerre éclate entre la France et l'Allemagne ils peuvent se rendre compte les français quelle sorte d'oiseaux ils ont dans leurs propres lignes et dans le même Paris.

Ils doivent être les fils de Bolo Pachà, le fusillé à Vicennes. »

Voici encore un autre texte précisant l'appel à la guerre mondiale pour sauver la nation espagnole, pris dans « Solidaridad Obrera » du 6-1-37 :

« L'Espagne libre fera son devoir. Face à cette attitude héroïque, que vont faire les démocraties ? Il y a lieu d'espérer que l'inévitable ne tardera pas longtemps à se produire. L'attitude provocatrice et grossière de l'Allemagne devient déjà insupportable. Visiblement, l'Italie ne joue pas non plus un jeu propre. Il s'agit de gagner du temps et comme les uns et les autres savent que, finalement, les démocraties devront intervenir avec leurs escadres et avec leurs armées, pour barrer le passage à ces hordes d'insensés, ils se dépêchent de détruire Madrid et réaliser des actes de guerre leur assurant une situation plus favorable que celle dans laquelle ils se trouvent actuellement ».

Il est bon que la classe ouvrière en France et dans les autres pays se rende compte de ce revirement de nationalisme chez une grande partie des révolutionnaires espagnols.

L'heure est venue de rappeler que les ouvriers conscients de divers pays ne se sentent solidaires que des luttes internationalistes et qu'ils refusent leur adhésion à toute guerre nationale.

L. NICOLAS.

Le syndicalisme au tournant

Malaise chez les militants syndicalistes. Lisez des bulletins syndicaux, entretenez-vous avec des camarades, échangez quelques lettres, et vous constaterez le commencement d'une immense déception. « Le Front populaire endort la classe ouvrière »; « il ne faut plus compter sur la formation dite du Rassemblement populaire » : je cite là deux opinions de deux vieux syndicalistes qui, certes, n'ont pu se concerter pour m'en faire part...

Nous étions quelques-uns qui avions toujours reproché au Front populaire son caractère de cohue. Concilier les intérêts de la classe ouvrière progressive et ceux d'une petite bourgeoisie timorée et conservatrice, voilà bien un tour de force qui rend sceptique un syndicaliste révolutionnaire. Oh! rien de miraculeux dans un tel mariage. Avant d'avoir renié ses principes et son passé, le parti communiste — bolchevisé — avait jadis tenté dans la Seine une alliance malpropre avec les classes moyennes sur le terrain bassement électoral des compétitions municipales. Agrandir une telle expérience à l'échelle nationale n'avait rien de surprenant. Et dès l'instant où le P. C. devenait tricolore et bien français, une synthèse Herriot-Cachin n'étonnait plus que les naïfs. Quant au parti socialiste, son aptitude naturelle à éluder les problèmes gênants et à remettre à plus tard les questions délicates le prédisposait à jouer le rôle de pivot dans cette combinaison. Le syndicalisme a marché. Certes, il a sauvé les apparences d'une indépendance formelle. Il avait son programme, il n'acceptait qu'à regret le plan un peu étriqué du Rassemblement populaire. Il donnait une adhésion conditionnée, semblait-il, à la fièvre de parlementarisme dont une fois de plus souffrait la classe ouvrière. J'ai l'impression, peut-être trop optimiste, qu'au lendemain de la victoire électorale le syndicalisme pouvait, s'il le voulait, rester indépendant en fait et devenir l'élément dirigeant du Rassemblement populaire. Tout le destinait à ce rôle : l'incohérence de la coalition politique triomphante et la poussée formidable des travailleurs donnant aux chefs hésitants la plus magnifique leçon directe que puissent recevoir des bureaucrates. On a insisté maintes fois sur le caractère des grèves de mai-juin. Deux faits paraissent essentiels : le dépôt de revendications dont le programme du Front populaire ne faisait pas mention, l'élaboration réaliste d'une stratégie des grèves portant au dogme de la propriété privée un coup direct. Soyons juste : un tel mouvement ne fut possible que grâce au choc sentimental créé dans la classe ouvrière par l'accession au pouvoir d'un gouvernement que les travailleurs estimaient issu de leur volonté. Que le Front populaire officiel ait été ravi de cette poussée spontanée des masses, il est maintenant permis d'en douter. Hélas ! il ne semble pas que les dirigeants syndicaux aient estimé à sa juste valeur cette ruée vers le syndicalisme. Il s'est produit un phénomène analogue à celui de 1919. En 1919, la C. G. T. pourrie d'union sacrée fut débordée par la vague de grèves. En 1936, la C. G. T. réunifiée, mais empêtrée de collaboration et d'attaches officielles, fut guidée par le désir de limiter les dégâts et d'arrêter la bagarre. Cette impression, on ne l'a pas eue peut-être au moment même des événements, mais on est obligé actuellement de se rendre à cette évidence lorsqu'on voit évoluer la situation syndicale française.

Un mouvement syndicaliste conscient des intérêts immédiats et lointains de ses mandants aurait dû avoir un souci : maintenir et étendre les avantages obtenus en conservant les armes qu'il s'était forgées dans le passé et dans le présent immédiat : la grève et l'occupation des usines. Il fondait un droit ouvrier nouveau; il l'imposait à un parlement timoré; il s'affirmait l'élément progressif du Front populaire. Et quel eût été le parti politique assez fou pour entrer en lutte avec la force audacieuse qui venait de surgir ? Le débat qui s'instituait — non plus académiquement, non plus sur les gradins d'un parlement dépassé, mais dans la rue, dans l'usine — c'était celui de la primauté du syndicalisme, c'était celui de la supériorité de l'action directe sur les marchandages de la politique, c'était celui de la soumission de l'Etat traditionnel des citoyens à la coalition des producteurs. Le conflit a tourné court; de toutes façons il n'y avait que deux solutions possibles : ou le Front populaire électoral plierait, ou le mouvement syndical battrait en retraite. Inutile de longuement épiloguer : personne ne niera que la seconde solution a prévalu sans bataille effective.

Du côté politique on a assisté à la défensive du radicalisme suivie très rapidement d'une offensive de grand style : l'équivoque sur laquelle reposait le Front populaire, cette union paradoxale de la classe ouvrière et de la bourgeoisie dite de gauche, se sont manifestées comme le plus sûr moyen de chantage. Et le Parti communiste, pour des raisons qu'il est inutile de rappeler ici, s'est tu ou a été complice jusqu'à reconnaître dans la *Vie Ouvrière* l'illégalité des occupations d'usines « *en droit intégral* » ! Je ne parle pas du Parti socialiste dont le silence est de règle et qui joue dans le Front populaire le rôle peu reluisant de poire : Blum a beau dire que le gouvernement qu'il préside n'est pas, ne peut pas être socialiste, le Parti socialiste se refuse à avoir sur les problèmes actuels une position propre, antigouvernementale au besoin; le bénéfice de telles attitudes semble réservé aux ailes radicale et communiste pour des fins de chantage...

Et du côté syndicaliste on a encaissé sans officiellement réagir. Je sais bien qu'on exhume de nouveau le plan de la C.G.T., qu'on tient des propos où il est question d'indépendance et de revendications pressantes. Mais dans la pratique on accepte l'arbitrage obligatoire, on cède sur les occupations d'usines, on met parfois l'état-major syndical au service de l'Etat sous prétexte de paix sociale. La C.G.T. arrive dans des cas extrêmes à canaliser des grèves, à freiner des mécontentements légitimes. Verra-t-on un jour la C.G.T. s'insurger contre des grèves « sauvages » et rejoindre sur ce terrain l'attitude de l'American Federation of Labor ? Souhaitons que non, bien que, sur la voie de l'intégration dans l'Etat, les glissades soient rapides. Le jour où Thorez, professeur de néo-syndicalisme, distinguait « *ce qui est possible* » de ce qui ne l'est pas et enseignait l'art de « *finir une grève* », il définissait les principes détestables d'un syndicalisme subordonné à la raison d'Etat, rouage indispensable d'une bonne démocratie où l'on évite les heurts sociaux et où l'on recherche, comme dit Blum, « *la collaboration entre toutes les classes* ».

Ce danger réel de domestication au profit de

l'Etat est le fruit d'un investissement par l'extérieur. La C.G.T. jusqu'ici n'a pas su se dégager suffisamment du Front populaire pour revendiquer et occuper — en dépit des criailleries et de la légalité — la place prépondérante qui lui revient : elle risque de payer cher son impuissance ou son hésitation. Mais il est un autre péril non moins grave qui menace l'indépendance de notre mouvement syndical : c'est la conquête par l'intérieur. On neutralise en effet aussi bien un groupement en occupant les postes dirigeants qu'en le rendant docile à une volonté extérieure. Je m'excuse sur l'emploi de ce mot : dirigeant. Un mouvement syndical ne devrait pas connaître de dirigeants. La volonté des adhérents peut, à chaque instant, révoquer les mandataires. Encore faut-il que les adhérents n'aient pas contracté la déplorable habitude de s'en remettre à ces mandataires sans contrôle et à perpétuité. Inutile de nier que trop souvent un syndicat est « la chose » de quelques-uns. Il apparait à pas mal de syndiqués que le camarade secrétaire a pour mission d'agir et de penser pour eux. Détestable influence de l'esprit politique dans le domaine syndical. Pitoyable prépondérance chez le syndiqué de la mentalité du citoyen sur la mentalité du producteur... Le Parti radical n'a jamais tenté sérieusement de « noyauter » le syndicalisme. Mais le communisme dégénéré, style 1936, a conservé de son passé ce qu'il y avait de plus intolérable : le goût de subordonner, le sadisme de diriger. Inutile de longs commentaires à ce sujet. La fondation de l'hebdomadaire *Syndicats* suffit à montrer la réalité du danger. Après les belles tirades sur l'unité, après les embrassades théâtrales, le travail sournois de conquête. Les succès communistes dans ce domaine sont dus à deux raisons essentielles : l'inertie des vieux cadres syndicaux opposant à de jeunes énergies un esprit désabusé et un goût profond pour la tranquillité, et l'afflux d'adhérents nouveaux sans passé syndicaliste et facilement perméables à une propagande bien organisée. Au surplus, dénoncer les causes est secondaire : le mal se développe, la C.G.T. risque de passer aux mains des adversaires déclarés du syndicalisme révolutionnaire. Disons-nous bien qu'alors il ne restera même plus de l'indépendance du syndicalisme des manifestations statutaires, et que notre C.G.T. deviendra entre les mains d'un parti un instrument de chantage à l'égard d'un gouvernement qui, de son côté, essaiera de la manœuvrer : la fête sera complète ! Contre cette subordination que nous avons toujours combattue, quels sont les remèdes que nous offrent les docteurs socialistes ? Certes, ils voient le péril. Oh ! ce n'est pas le syndicalisme qui les intéresse surtout, mais leurs intérêts de parti, leur clientèle qui se recrute dans les syndicats. Un tel champ de prospection tombant au pouvoir de la firme d'en face : jugez de la catastrophe ! Aussi luttent-ils par le même moyen, opposant aux cellules communistes les amicales socialistes : tant pis si le syndicalisme crève de ces querelles de boutiques. Je me hâte de dire que tous les socialistes n'approuvent pas cette pratique insensée. J'ai sous les yeux le bulletin du Syndicat national des instituteurs du Rhône (5 janvier). Notre camarade Forest « *réprouve vigoureusement de tels procédés* ». Il est adhérent socialiste cependant; mais, dit-il : «*Je connais assez les partis politiques pour les mépriser.* » De tels propos sont réconfortants; ils consolent de l'indifférence dédaigneuse qu'affichent maints militants politiques à l'égard du syndicalisme.

Je parlais au début de « malaise ». Peut-être trouvera-t-on le mot bien modéré après ce court exposé de la situation du syndicalisme. L'inquiétude ne fera que croître si on envisage les réactions de la C.G.T. en face des questions internationales.

⁂

Puisque la guerre est à l'ordre du jour, puisqu'elle est devenue une possibilité pour certains, une fatalité pour d'autres, il est utile d'examiner très brièvement la position du Front populaire et du syndicalisme devant l'éventualité d'une guerre entre nations. Je ne citerai pas de textes, je n'évoquerai pas des reniements célèbres et des volte-face attristantes : tout le monde sait que le communisme officiel est prêt à faire l'union sacrée, à la demande de l'U.R.S.S., contre l'Allemagne hitlérienne. Je sais bien qu'on exclut deux cents familles de cette union; mais la lecture de l'*Humanité* ou de l'*Avant-Garde* enlève toute illusion : le Parti communiste veut une France unie et forte... et capable de se servir de sa force. Les déclarations de Blum ont été non moins catégoriques. On m'objectera qu'il ne pouvait faire autrement... Aussi je ne l'accuse pas, je constate sans le moindre étonnement... Quant au Parti socialiste, il s'efforce depuis quelquesc années d'éluder un débat sur la défense nationale, et ce n'est pas maintenant qu'il l'instituera ! Du côté politique, donc, nous sommes fixés : l'union sacrée se fera automatiquement. Que fait la C.G.T. ? Rien. Elle est une fois de plus « à la remorque ». Après avoir enterré la motion des Correcteurs, la C.G.T. officielle s'est cantonnée dans un conformisme de tout repos : défense de la S.D.N., défense de la sécurité collective, participation au trop fameux Rassemblement populaire pour la paix. Son secrétaire, Jouhaux, signe avec Cot, Paul-Boncour, Champetier de Ribes, Paul Reynaud, Cachin et le chanoire Desgranges, des adresses de fidélité à la S.D.N. (*Peuple*, 3 janvier), et se déclare résolu « à recourir, en cas de nécessité, à l'action militaire ». Là encore, union sacrée en cas de guerre.

Nous sommes quelques-uns qui n'accepteront jamais une telle éventualité : en aucun cas, pour quelque raison que ce soit, en vertu de quelque pacte que ce soit, nous ne consentirons à une union sacrée qui, sous prétexte de sauver « la liberté », commencera à supprimer la nôtre et nous soumettra à la dictature militaire et à l'état de siège. Face à la guerre, le syndicalisme se doit de lutter par tous les moyens légaux ou illégaux : lorsqu'il aura conquis le pouvoir, alors seulement nous aurons à débattre de la paix ou de la guerre, car nous aurons quelque chose à défendre. Une seconde faillite devant la guerre serait la mort du syndicalisme : et le plus tragique est que cette faillite est envisagée, que dis-je, proclamée sans soulever dans les syndicats une indignation générale. Ce conformisme scandaleux du syndicalisme officiel, mené par les jusqu'auboutistes d'hier et ceux de demain vers les charniers que l'on imagine, est bien pour les révolutionnaires le pire sujet d'inquiétude. Le redressement ne peut venir que de la volonté des petites minorités éparses qui dénoncent par leurs faibles moyens la défaillance — soyons poli ! — des grands chefs. Minorités politiques, syndicalistes, oppositionnels communistes appartenant à toutes les hérésies, anarchistes, anarcho-syndicalistes qui peuvent, par leur entente loyale, rendre au syndicalisme son vrai visage. Je sais que ces minorités n'ont pas une idéologie commune, et je ne m'en étonne pas, car le monolithisme et l'art de penser en troupeaux ne sont pas notre fait. Mais je crois possible, malgré une expérience décevante, une action commune

sur le terrain syndical pour faire de la C.G.T. une force de résistance à la guerre et non l'instrument servile d'une future défense nationale.

Et si les syndicalistes sont à bon droit troublés de la carence de la C.G.T. en face d'une guerre possible, le problème espagnol ne fait qu'accroître leurs inquiétudes et leurs hésitations. Je ne parle pas de ceux pour qui la vérité vient d'en haut, qui pensent par ordre et font de l'obéissance passive la vertu cardinale. Je songe à tous ceux qui essaient de trouver le droit chemin à travers les contradictions et les renseignements disparates. La *R. P.* n'a jamais été un cénacle où on décerne des brevets d'orthodoxie. Aussi, loin de moi la pensée de poser au tacticien infaillible. Je voudrais simplement soumettre aux camarades quelques réflexions qui me sont suggérées par l'attitude présente de la C.G.T. Il est entendu que nous sommes solidaires des combattants espagnols en lutte contre le fascisme. Mais s'agit-il pour le syndicalisme d'une solidarité avec le gouvernement espagnol en fonctions ou avec la révolution sociale espagnole en marche ? Il me semble inconcevable qu'on laisse se poursuivre une telle équivoque soigneusement entretenue en Espagne même par l'attitude bien connue des communistes, socialistes, esquerristes hostiles aux socialisations et à l'élargissement des conquêtes économiques ouvrières. La presse syndicale officielle (le *Peuple*) reste muette sur le côté « révolution sociale », sur les réalisations des syndicats ouvriers en Catalogne, sur la transformation sociale en Aragon. Quand la C.G.T. se prononce par son C.C.N., en une motion bien entortillée, pour la reconsidération de la non-intervention et pour des fournitures d'armes, je songe à deux choses : 1° il est d'une naïveté bien grande de penser que le gouvernement Blum, gouvernement évoluant dans le cadre bourgeois, sous le contrôle du Parti radical, gouvernement incapable de frapper efficacement les profiteurs du régime et de jeter bas les grands trusts, puisse se ranger aux côtés des révolutionnaires espagnols, expropriateurs et socialisateurs, et leur fournir les moyens de fonder une république syndicaliste; 2° et si l'on pense que le gouvernement Blum peut aider un gouvernement espagnol en lutte contre les factieux, mais décidé de rentrer ensuite dans le bon vieux chemin de la démocratie bourgeoise, je demande contre qui risquent de servir les moyens de lutte fournis. Pour aller jusqu'au bout de ma pensée certains n'envisageaient-ils pas, avec complaisance, une aide apportée aux camarades Caballero ou Hernandez pour « *régler leur compte* » aux éternels empêcheurs de digérer en rond que sont les militants de la C.N.T. et de la F.A.I. ? Quand on songe aux difficultés suscitées contre les anarcho-syndicalistes, à la campagne incessante de calomnies menée contre eux, on est en droit de se demander si certaine fraction de la C.G.T. ne joue pas un double jeu au bout duquel on liquiderait Franco, certes, mais aussi le mouvement libertaire.

Au lieu de se pendre aux basques de Blum et de disserter sur la guerre évitée ou non en août, un syndicalisme indépendant eût agi par lui-même, manifesté sa solidarité avec la partie la plus avancée du prolétariat espagnol et compté d'abord sur lui-même pour la soutenir. Or cet effort personnel de tous les instants la C.G.T. ne l'a pas fait. Dans le domaine de l'aide financière, les résultats sont dérisoires si on songe aux fameux cinq millions d'adhérents. Et si vraiment la pression sur le gouvernement Blum apparaissait indispensable, croit-on que quelques meetings ou motions suffisent à la C.G.T. ? A-t-elle préparé ses syndiqués à des luttes plus décisives ? Non.

Dans ce problème espagnol, la C.G.T. n'a pas eu une position indépendante, n'a pas osé ou voulu agir « directement » : elle est restée, là aussi, empêtrée dans les contradictions du Front populaire. Or, là plus qu'ailleurs, elle doit se prononcer. L'évolution de la situation en Espagne, le conflit de jour en jour plus aigu qui dresse là-bas les partis politiques stalinisés contre le syndicalisme révolutionnaire, exigeront que la C.G.T. sorte de l'équivoque et choisisse. Nous n'accepterons jamais que, par souci d'une unité illusoire du Front populaire, le syndicalisme français puisse un jour laisser s'instaurer en Espagne un régime totalitaire à la mode de l'U.R.S.S. sur les cadavres des combattants libertaires.

⁂

Le redressement du syndicalisme dont je viens de montrer l'impérieuse nécessité, ce souci d'indépendance vis-à-vis de l'Etat et des partis plus que jamais indispensable, ne sont-ils pas autre chose maintenant qu'une séduisante utopie ? Bien des camarades sympathiques au syndicalisme, voyant dans le syndicat la cellule essentielle d'une société vraiment fraternelle, ont l'impression de poursuivre un rêve impossible. Notre camarade Emery vient d'écrire dans *Feuilles Libres* (25 décembre 1936) un article intitulé : « *Que faire ?* » où il enregistre avec tristesse la mort du vieux syndicalisme: « *En tant que force sociale organisée, l'anarchisme disparaît. Avant-guerre, il était l'animateur des syndicats, il les pénétrait de son esprit, il en faisait le moyen de maintenir dans la vie sociale le maximum d'individualisme et presque de désordre libérateur. Or le syndicalisme d'avant-guerre est mort; partout il se transforme en un travaillisme étroitement associé aux partis et par de-là les partis à l'Etat... Le monde entier va vers l'étatisme et la technocratie... La crise et la lutte contre la crise, le communisme et le fascisme, la technique et la mystique modèlent les états modernes selon les mêmes exigences essentielles, celles de l'autorité et de l'unité administrative, celles aussi de l'union nationale et du monolithisme social... Concluons : nous croyons utopique en l'état présent du monde tout autre régime que celui de l'Etat fort, d'un collectivisme rationalisé. Nous le disons sans aucune joie, et même avec une sorte d'horreur, mais parce que c'est un fait.* » Je ne partage pas cette vue pessimiste et je ne crois pas à la fatalité d'une telle évolution. En tout cas, si le monde va vers « *un étatisme centralisé* », je crois utopique le vœu d'Emery de « *ménager les possibilités d'une vraie culture* » et de « *sauver ce qui peut subsister d'esprit libertaire et d'humanisme véritable* ». On ne fait pas la part du feu devant la catastrophe totalitaire : l'Etat-Moloch absorbe toutes les consciences ou les brise. Si les perspectives d'Emery étaient exactes, il ne resterait plus aux non-conformistes que nous sommes que le souci de finir en beauté en entretenant la petite flamme du souvenir sur des autels désertés. Bien des camarades nous reprochent, à la *R. P.*, notre manque d'optimisme, notre penchant à trouver toujours le présent au-dessous de ce que nous voulons réaliser; quelques réformes apportées dans le personnel gouvernemental ne suffisent pas en effet à nous faire oublier le but final du syndicalisme. Mais tant que des militants continueront à penser en syndicalistes et seront décidés à lutter, nous croyons que le syndicalisme révolutionnaire ne perdra pas le sens de son originalité et n'avortera pas. Nous savons comme Emery que « *l'aspi-*

ration à la liberté n'est pas populaire », mais nous ne désespérons pas cependant de libérer le prolétaire de l'oppression économique et de la servitude intellectuelle, et nous nous refusons à ranger la devise de la C.G.T. : bien-être et liberté, parmi les vieilles lunes.

Cette foi tenace dans l'avenir du syndicalisme fédéraliste et indépendant, nous en trouvons la confirmation dans le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol lancé par les circonstances dans une expérience décisive. Emery a mille fois raison lorsqu'il écrit que la question essentielle est de savoir « *qui vaincra de l'anarcho-syndicalisme ou du communisme centralisateur* ». Mais je n'adopte pas sa conclusion : « *plus se prolonge la guerre civile et plus s'affirme le passage probable à la forme dictatoriale.* » Je crois que ne sont pas encore écrasés l'Aragon et la Catalogne, dernières tranchées de la liberté. Et je crois surtout que, même si l'anarcho-syndicalisme espagnol devait périr sous les coups conjugués des mystiques totalitaires, il resterait des hommes là-bas et ici pour reprendre tenacement la besogne patiente du syndicalisme et préparer leur revanche sur les dictatures triomphantes.

15 janvier. J. BARRUÉ.

« Une propagande qui récite et qui fait réciter, sans appel à l'expérience, au contrôle critique et à l'initiative des intéressés, un catéchisme sommaire et truqué, d'une intransigeante rigidité de dogme et dont en fait on change les articles de semaine en semaine, comme au jeu de bonneteau, selon les convenances opportunistes d'une politique de secret, selon les promotions et les limogeages qui se trafiquent dans l'ombre des états-majors, un catéchisme imposé du dehors au prolétariat par des hommes qui se croient des chefs, une telle propagande, si excellentes que puissent être les intentions finales des nouveaux maîtres qui l'édictent, une telle propagande est une trahison, trahison de l'homme et immédiatement trahison du prolétariat. Car elle abîme l'homme, elle méprise et elle détruit ce qui, dans l'animal humain, est l'homme, et qui est toute la justification de notre exigence révolutionnaire. Et, quant au prolétariat, elle le trahit dans la bataille en lui fournissant avec emphase des armes de carton, elle le trahit dans son être même, car traiter le prolétariat comme un moyen qu'on manœuvre suppose à quelque degré qu'on le méprise — ce prolétariat qu'on veut sauver, oui, mais sans qu'il ait à se mêler de la manière dont il devra être sauvé. »

Marcel MARTINET.
« Culture prolétarienne ».

NOS CAUSERIES

Bonne réunion aussi que celle de notre troisième causerie; elle nous engage à persévérer. Mais quel malheur tout de même que tous les syndicalistes de ce pays, sinon tous les syndiqués, n'aient pas entendu la conférence d'Yvon !

Nous sommes déjà quelques-uns à être initiés sur le « paradis stalinien », surtout ceux qui vivons autour de la *R. P.;* eh bien, on a beau avoir lu la brochure d'Yvon et ses articles, on est tout de même effrayé de constater ce que sont devenus les syndicats en U.R.S.S. !

Qu'ils étaient intégrés au régime, des instruments entre les mains de la bureaucratie stalinienne, nous savions tout cela. Mais nous ne le réalisions pas comme nous a permis de le faire Yvon.

En démontant, pièce par pièce, le mécanisme de la machine syndicale russe; en développant devant nous la vie des syndicats russes dans ses moindres détails, il nous a permis de mieux comprendre comment le parti communiste russe était arrivé à faire des responsables syndicaux ses agents les plus précieux; comment il avait pu passer de l'internationalisme d'Octobre au supernationalisme d'aujourd'hui sans provoquer d'explosion; comment le syndicat est arrivé à être le plus dangereux ennemi de l'ouvrier !

Je ne me propose par de refaire ici la conférence d'Yvon — j'espère bien qu'il en fera lui-même un article pour la *R. P.*, en attendant que nous en fassions, le plus tôt possible, une brochure — mais d'attirer l'attention des camarades syndicalistes sur les dangers que la russification des syndicats fait courir au mouvement ouvrier français.

Et par russification je n'entends pas seulement l'envahissement communiste, mais la consécration en France de méthodes qui ont fait leurs preuves en Russie. Je veux parler de ces méthodes qui suppriment, pratiquement, toute démocratie dans les syndicats; de ces méthodes qui vont du fonctionnarisme syndical à vie, jusqu'à l'approbation de la politique du gouvernement de Front populaire sur l'augmentation de la production, en passant par les décisions de bureaucrates syndicaux, que les syndiqués doivent approuver sans les discuter, jusqu'à l'arbitrage obligatoire qui tue la grève en poussant la classe ouvrière sur le propre terrain de la bourgeoisie : le maquis de la procédure.

Camarades syndicalistes, je ne donne pas cher de notre syndicalisme si nous ne réagissons pas.

◇◇◇

Et puisque nous sommes sur le chapitre du fascisme — car j'estime qu'il n'est pas de pire fascisme que celui qui sévit en Russie — disons à nos camarades de la région parisienne que notre prochaine causerie aura pour sujet :

Le fascisme et la classe ouvrière

Elle aura lieu le vendredi 12 février, à 21 heures, 18, rue Parmentier, Paris (10e) et elle sera faite par le camarade Daniel Guérin, l'auteur de « Fascisme et grand capital », membre de la gauche révolutionnaire du parti socialiste, en conflit en ce moment avec la C.A.P. de ce parti, comme il ressort de la lecture des journaux de la semaine dernière.

J.-P. F.

NOTES D'ECONOMIE ET DE POLITIQUE

Le Ier janvier est passé et la carte d'identité fiscale n'est pas entrée en vigueur

Il y a quelques mois, Vincent Auriol, annonçant ses projets de réforme fiscale, déclarait que la carte d'identité fiscale serait mise en vigueur au 1er janvier. Le 1er janvier est passé, et vous pouvez aller dans n'importe quelle banque toucher n'importe quel coupon, personne ne vous demandera votre carte d'identité fiscale.

Vous ne devriez pourtant, d'après la loi, toucher aucun coupon d'aucune valeur sans présenter votre carte d'identité fiscale, mais cette loi, vieille de plus de trois ans, n'est toujours pas appliquée ! Elle devait être appliquée le 1er mars 1934, mais vint le 6 février, et la première conséquence en fut que la mise en vigueur de la carte d'identité fut renvoyée au 1er juillet par le ministère Doumergue; au 1er juillet elle fut renvoyée encore à plus tard, et ainsi de suite, jusqu'à ce que Vincent Auriol annonça triomphalement qu'il allait appliquer la loi sur la carte ce 1er janvier-ci et que... il ne l'appliqua pas.

Pourquoi cette loi n'est-elle pas appliquée et ne le sera-t-elle sans doute jamais ? Pas plus que ne l'ont été le bordereau de coupons et le carnet de coupons, mesures votées autrefois et qui tendaient au même but que la carte d'identité.

Qu'on nous excuse de devoir, pour répondre à cette question, nous répéter et nous reciter, mais tant que c'est la même chose, on ne peut dire que la même chose. Dans la *R.P.* de juillet 26, alors que le carnet de coupons était sur le point d'être abandonné, nous écrivions :

Pourquoi cette lutte de la grande bourgeoisie française contre bordereau et carnet de coupons? C'est bien simple : il s'agit, pour la bourgeoisie, d'échapper en fait aux impôts *progressifs*, c'est-à-dire aux impôts qui ont pour but de limiter l'accumulation des fortunes, parce qu'établis à un taux d'autant plus élevé que la fortune est plus grosse. Il y a en France deux impôts progressifs : l'impôt global sur le revenu, et l'impôt sur les successions. Les taux auxquels ces impôts frappent, théoriquement, les grosses fortunes sont très élevés : le possesseur d'un revenu de 1 million, par exemple, doit payer environ, chaque année, comme impôt global sur le revenu, 50 % de ce revenu, soit 500.000 francs; quant à l'impôt sur les successions, il est constitué par une série de taxes progressives qui se superposent les unes aux autres de telle manière que, dans certains cas, l'impôt pourrait dépasser le montant total de l'héritage si on n'avait, par ailleurs, pris la précaution de stipuler qu'il ne pourrait, au total, dépasser 80 %. Mais 80 %, c'est déjà un taux formidable.

On comprend que, dans ces conditions, les gros capitalistes, ceux dont la fortune est passible de ces taux d'impôts élevés, n'aient qu'une pensée : y échapper en dissimulant le plus possible de leur fortune. Or, les fortunes modernes se composent de deux parties. Une partie dite immobilière est celle qui comprend les terres, les maisons, les entreprises commerciales ou industrielles qui vous appartiennent personnellement, etc.; sur celle-là la fraude est difficile, car une maison, un magasin, une usine, ça se voit, on ne peut les dissimuler. L'autre forme de fortune est la fortune dite mobilière qui se présente surtout sous forme de titres de sociétés, actions, obligations, et de fonds d'Etats. Or, ces titres, quand ils sont « au porteur », ne portent pas le nom de leur propriétaire. Ce nom ne figure nulle part, ni sur les titres, ni sur les registres de la société. Le fait seul d'être « porteur » du titre, c'est-à-dire de l'avoir en sa possession, vous en fait propriétaire; vous pouvez, dès lors, en encaisser les coupons, vendre le titre lui-même, sans qu'à aucun moment vous ne soyez obligé de donner votre nom. Il est donc impossible au fisc de contrôler combien vous avez de titres au porteur; vous pouvez avoir une fortune de 10 millions en titres au porteur, le fisc est incapable de le savoir si vous ne le lui dites pas. Résultat : vous ne le lui dites pas; et ainsi, non seulement toute la partie de votre fortune que vous avez sous cette forme ne paie aucun des deux impôts progressifs, mais même l'autre partie de votre fortune, celle que vous ne pouvez dissimuler — parce que sous forme immobilière — paie moins qu'elle ne devrait payer, puisque la dissimulation que vous avez faite d'une partie de votre fortune vous fait tomber dans une catégorie moins fortunée, où le taux de l'impôt est plus faible.

Huit ans plus tard, après avoir reproduit les lignes précédentes, nous ajoutions (dans la *R.P.* du 25 avril 34) ce qui suit :

Un post-scriptum à cet article de juillet 1926 annonçait que le ministère Caillaux, qui venait de se présenter devant les Chambres, promettait dans sa déclaration ministérielle la suppression du carnet de coupons.

Mais le ministère Caillaux tombait sur la question des décrets-lois...

Alors il fallait frapper un grand coup. La « pression » sur le franc devint formidable. Et ce fut la grande panique financière de l'été 1926, créant une atmosphère d'émeute, et se terminant, elle aussi, par le coup de théâtre de l' « Union Nationale » : le ministère Poincaré, la mise en scène de Versailles, etc... Le carnet de coupons avait vécu...

Or de même que ce fut exactement à la veille de la mise en application du *carnet de coupons* que la panique sur le franc fut déclenchée, ce fut exactement à la veille de la mise en application de la carte d'*identité fiscale*, dont le rôle est le même que celui du carnet de coupons, que l'émeute du 6 février fut lancée. Ce n'est évidemment pas là simple coïncidence.

Pour les grosses fortunes mobilières, c'est une question de vie ou de mort que pouvoir dissimuler les titres au porteur; ainsi leur représentant qualifié, la Haute-Banque, groupée autour de la Banque de Paris et des Pays-Bas, n'hésite-t-elle pas à

jouer son va-tout, chaque fois qu'elle est sérieusement menacée dans son privilège de fraude.

Il n'y a pas une ligne à changer dans tout cela. Le seul trait nouveau est que, cette fois, il n'a pas été nécessaire pour empêcher l'application de la carte d'identité fiscale, d'organiser la panique ou l'émeute; il a tout juste suffi d'orchestrer un chahut au congrès radical.

Pour atteindre son but, la Haute-Banque utilise l'arme que les circonstances lui offrent : avant-hier l'instabilité du franc, hier le scandale Stavisky, aujourd'hui la faiblesse constitutive du Front populaire.

C'est au lendemain des déclarations d'Auriol sur son intention d'appliquer au 1er janvier la loi sur la carte d'identité que se déclencha, en effet, au sein du parti radical, cette subite et violente campagne contre le parti communiste dans le but évident de renverser le gouvernement en disloquant sa majorité. Campagne qui atteignit son paroxysme lors du congrès radical.

Après ? Plus rien. L'incendie s'éteignit aussi rapidement qu'il s'était allumé. La majorité du Front populaire se ressouda aussi vite qu'elle avait failli se rompre. Le mystérieux chef d'orchestre, dont parlait naguère le vieux Liebneckt, avait changé la partition, car... Auriol ne parlait plus d'appliquer la carte d'identité fiscale.

Deux conclusions :

La première est que la bourgeoisie française est aussi résolue que jamais à empêcher l'institution de tout moyen efficace de supprimer la fraude sur les titres au porteur.

La seconde est que, pour parvenir à ce résultat, elle n'a besoin que de moyens beaucoup moins énergiques avec un gouvernement de Front populaire qu'avec des gouvernements simplement radicaux.

Les faveurs à Franco vont être légalisées

Il n'y a guère de quinzaine où nous n'ayons eu à signaler le scandale des illégalités commises par le gouvernement français au détriment du commerce républicain espagnol et à l'avantage de celui de Franco.

Eh bien ! le scandale va être légalisé : le traitement différentiel appliqué aux marchandises d'Espagne, selon qu'elles proviennent des territoires républicains ou des territoires rebelles, va devenir la règle juridique !

On annonce, en effet, la signature imminente d'un traité commercial (1) entre la France et le gouvernement de Valence, qui, sous les apparences d'une égalité de droit, consacre une inégalité de fait.

Je rappelle qu'en vertu d'une décision unilatérale du gouvernement français, les exportations espagnoles en France sont soumises, depuis le 3 août, au régime du clearing. C'est-à-dire que l'Espagne peut vendre et livrer à la France ses produits, mais... qu'ils ne lui sont pas payés. Les acheteurs français de produits espagnols doivent bien payer leurs achats, mais ils les paient à un Office français de Compensation qui en conserve le montant pour régler les exportateurs français ayant vendu des marchandises en Espagne avant les événements de juillet et qui n'en ont pas été encore payés. Si bien que jusqu'à présent l'Espagne ne touche rien pour ce qu'elle vend à la France. Autrement dit : elle ne peut pratiquement plus rien lui vendre; c'est une seconde forme de blocus.

Le nouveau projet de traité, tel que la presse l'a publié, modifie quelque peu cette situation. Au lieu de ne rien payer à l'Espagne pour ses produits, on lui en paiera désormais... *le quart*. 25 % seulement du prix des produits vendus par l'Espagne lui seront versés en espèces; 60 % serviront à payer les ventes faites actuellement par la France à l'Espagne (sans qu'on précise si parmi ces ventes ne seront pas comprises celles faites à l'Espagne de Franco), et les 15 % restant iront au paiement des anciennes exportations.

Régime rigoureux, fort rigoureux, qui ne témoigne certes pas d'un grand désir d'aider le gouvernement espagnol, mais qui cependant, à lui seul, ne constituerait pas un privilège pour Franco si... il ne comportait pas l'addition que voici :

> *En ce qui concerne l'importation en France des produits du sous-sol espagnol (plomb, pyrites, etc...) un système fonctionnera* HORS CLEARING *et* LES PAIEMENTS SERONT FAITS EN DEVISES AUX SOCIÉTÉS (2).

Autrement dit, à la différence des autres produits, les minerais ne seront pas payés seulement pour le quart de leur valeur, ils seront payés pour la *totalité* de leur valeur en espèces (francs, livres, dollars...). Avantage formidable...

Or les minerais que la France est susceptible d'importer d'Espagne viennent tous (3) de la zone rebelle : fer de Melilla, soufre et cuivre de Huelva, plomb de Peñarroya, etc... Les rebelles tiennent, en effet, la zone stérile de l'Espagne, mais qui est en même temps la zone minière : sol ingrat, mais sous-sol fortement minéralisé; les républicains ont la partie riche du sol espagnol, mais dont les seuls gîtes minéraux importants, et notamment le plus impor-

(1) Depuis la rédaction de ces notes, une convention vient, en effet, d'être signée le 16 janvier. Elle a paru au *Journal officiel* le 17. Elle confirme point par point les passages de l'article de Louzon se rapportant aux modalités de paiement (25, 60 et 15 %) quant au commerce des oranges, mandarines, raisins, etc... — N.D.L.R.

(2) *Petit Marseillais*, 13 janvier 1937.

(3) Je ne pense pas qu'il y ait actuellement la moindre exception; en tout cas elle serait négligeable devant l'importance de minerais rebelles exportables en France.

tant, celui des sels potassiques de Catalogne, ne peuvent rien fournir à la France, celle-ci étant déjà abondamment pourvue, dans son propre sous-sol, des minerais de cette sorte.

Ainsi, sous une apparente égalité de droit, on crée, en faveur de Franco, une inégalité de fait considérable.

Prétendra-t-on qu'il est précisé que les paiements de minerais seront faits aux « sociétés » et que, comme il s'agit en l'espèce de sociétés françaises et anglaises, les devises fournies pour le paiement des minerais n'iront pas à Franco ? Je répondrai par les lignes suivantes extraites d'un journal financier et qui ne font que confirmer ce qui *à priori* était bien certain :

D'après certains renseignements que nous avons pu puiser à Paris, il se confirme que les compagnies minières doivent remettre au gouvernement Franco les devises reçues des acquéreurs étrangers pour prix des cargaisons; elles touchent la contrevaleur en pesetas (4).

Peut-être dira-t-on aussi qu'il ne faut pas être plus royaliste que le roi et que, puisque le gouvernement espagnol accepte une telle discrimination au profit des rebelles, il n'y a qu'à s'incliner.

Mais comment le gouvernement espagnol pourrait-il ne pas accepter ? Il aurait accepté n'importe quoi, car on accepte n'importe quoi lorsque l'on a le couteau sur la gorge. Les oranges (5), les tomates, tous ces produits de la riche huerta de Valence, sur la vente desquels le gouvernement espagnol comptait pour payer ses achats à l'étranger, sont en train de pourrir sur place. Il ne peut les vendre à la France qu'à la condition de les vendre pour rien; on lui offre maintenant de lui en payer 25 %, et l'espoir de pouvoir acheter en France pour l'équivalent de 60 %, comment n'accepterait-il pas ? Comment hésiterait-il entre tout perdre et sauver un peu, même si, pour sauver ce peu, il lui faut consentir en faveur de ses ennemis à une injustice flagrante; consentement qui, d'ailleurs, ne change rien à l'état de fait, puisque le gouvernement français faisait déjà illégalement ce qu'il demande aujourd'hui au gouvernement espagnol de légaliser.

Mais que penser de ceux qui gémissent que « leur cœur est avec les miliciens » et qui profitent de les tenir par la gorge pour leur imposer une telle iniquité ?

Au risque de passer une fois de plus pour un butor, mais fidèle à la grande règle classique d'appeler les choses par leur nom, je dirai que ce sont des hypocrites et des salauds.

---

(4) L'*Information*, 13 janvier 1937.

(5) J'avais signalé dans la *R. P.* du 25 décembre qu'il était question de réduire le contingent d'importation des oranges espagnoles. C'est chose faite: la réduction est de près de 20 % (730.000 quintaux au lieu de 894.030). Voir *Journal officiel* des 30 décembre 1935 et 31 décembre 1936.

Pacifisme impérialiste

Les déclarations impérialistes du Conseil des Ministres du 25 novembre — que nous avons relatées en leur temps — n'ayant pas été suffisamment comprises, semble-t-il, outre-Rhin, on est passé aux actes. Toujours sous le signe d'un chef d'orchestre invisible, la presse française tout entière a découvert, en cette première quinzaine de janvier, que le Maroc était envahi par les Allemands, et aussitôt les mesures se succédaient : on faisait donner Noguès à Tétouan, on annonçait qu'il ne s'agissait pas d'une simple protestation mais d'une protestation qui serait suivie d' « actes », on décidait d'envoyer la flotte de l'Atlantique « manœuvrer » sur les côtes du Maroc, et celle de la Méditerranée sur celles du Roussillon.

La provocation était évidente. On voulait montrer à Hitler qu'on ne laisserait pas toucher aux intérêts de l'impérialisme français et obtenir de lui pour le Maroc un engagement analogue à celui que l'Angleterre a obtenu de Mussolini pour les Baléares.

Ainsi :

Lorsqu'un secrétaire de jeunesse socialiste est assassiné au Maroc espagnol par Franco, on se contente d'une protestation platonique à laquelle Franco dédaigne même de répondre, et la seule sanction qu'on apporte est de « fermer » la frontière entre les deux zones du Maroc, c'est-à-dire que l'on prend une mesure qui ne gêne en rien l'assassin, le commerce entre les deux zones s'effectuant essentiellement par Tanger... avec lequel le commerce reste libre.

Mais lorsqu'il s'agit du « bruit » d'un « futur » débarquement de troupes allemandes à Ceuta, on fait retentir le pavé de Tétouan du bruit de bottes d'un général, on exige une réponse et on mobilise deux flottes.

Le contraste est éclatant.

On ne saurait mieux avouer : « Le socialisme, on s'en fout; la démocratie, on s'en fout; extirpez le « marxisme » d'Espagne et supprimez la République, nous socialistes et républicains du Front populaire français on s'en fout; on vous donnera même un coup de main, pour ne pas risquer votre colère, en empêchant socialistes et républicains espagnols de se procurer des armes et de vendre leurs produits, mais... NE TOUCHEZ PAS A NOTRE IMPÉRIALISME ! Là-dessus pas de badinage. Canonniers, à vos pièces ! »

Exemple typique qui illustre nettement le caractère du pacifisme français et aussi, d'ailleurs, du pacifisme anglais. Car il est exact que les deux peuples les plus belliqueux d'Europe, Français et Anglais, sont maintenant des peuples pacifiques.

Ils sont pacifiques en ce sens qu'ils n'ont aucunement l'intention de faire la guerre pour s'assurer de nouvelles conquêtes; leurs anciennes leur suffisent. Ils ne veulent qu'une chose : garder ce que, au cours des siècles ou

des années passées, ils ont conquis par la violence, le massacre, le vol et la fraude; c'est ce qu'ils appellent leur « droit » et ils ne feront la guerre que si on viole leur « droit ».

Leur pacifisme est très exactement celui du bourgeois qui, sortant d'un copieux dîner, proteste contre la « violence » de l'affamé qui l'attend au coin de la rue.

Si le pacifisme prôné par Frédéric Passy il y a quelque cinquante ans, et qui avait tout juste alors rencontré un succès d'estime, a tellement d'adeptes aujourd'hui en France, c'est que l'impérialisme français a maintenant fait son plein, ce qui n'était pas le cas il y a 50 ans. Car, n'en déplaise aux sentimentaux et autres « idéalistes », toute idéologie n'est que l'expression d'une condition matérielle, et il en est du pacifisme comme des autres : le pacifisme est l'idéologie des impérialistes satisfaits. Il n'est celle ni des peuples conquérants ni des classes conquérantes. Pour celles-ci la notion de Droit prime celle de paix (6).

Mais à côté des impérialismes satisfaits, il y a les impérialismes non satisfaits, et qui le sont d'autant moins que les autres le sont plus. Aussi, les époques de pacifisme sont-elles, en général, particulièrement marquées par la guerre.

Comme toutes les idéologies, le pacifisme a ses nuances, il comporte une droite et une gauche : ceux qui mettent à leur pacifisme la condition qu'on ne touche pas à la moindre parcelle de leur situation privilégiée, et ceux qui admettent qu'il vaut mieux céder quelque chose si cela peut permettre de jouir en paix du reste.

Idéologie commune aussi à toutes les classes, car le prolétariat lui-même profite de l'impérialisme. Lénine a écrit sur ce point des choses très justes qu'il serait fort utile à l'heure actuelle de relire et de méditer, mais cela est une autre histoire...

15 janvier. R. LOUZON.

(6) Voir Proudhon, *La Guerre et la Paix.*

PARMI NOS LETTRES

Que représente Franco ? Voici la lettre du camarade Emery, que nous avons annoncée la quinzaine dernière, et qui répond à une note de Louzon, parue le 25 décembre :

Je ne puis laisser le camarade Louzon s'apitoyer plus longtemps sur moi, ni s'interroger sur l'origine mystérieuse de mes informations. Que je sois seul à croire qu'une partie du peuple espagnol est pour Franco est malheureusement très inexact. Tous les esprits ne sont pas fermés à l'évidence. Peut-être, comme cela m'arrive, ai-je seulement le tort de dire ce que beaucoup pensent, mais n'aiment pas penser.

Quant à mes renseignements, ils sont des plus simples. Sans doute je pourrais dire, comme tout le monde, que des miliciens de retour du front m'ont apporté des révélations sensationnelles, mais je préfère m'en tenir à ce qui est d'ordre public. Louzon ignore-t-il que les élections du 15 février, qui ont donné au Front populaire la majorité des sièges de députés, ne lui assuraient pourtant que la minorité des voix ? Ignore-t-il que certaines provinces, dont la Navarre, ont voté en bloc pour les fascistes ? Dès ce moment, il y avait donc en Espagne une majorité réactionnaire et, à plus forte raison, antimarxiste. La guerre civile ayant, selon une règle constante, déplacé vers l'extrémisme l'axe gouvernemental, il est encore plus clair que la base démocratique de Largo Caballero est loin de représenter la moitié du pays légal. D'ailleurs, on n'a pu réunir à Valence que 80 députés environ.

Qu'il y ait donc des millions d'Espagnols favorables à Franco par hostilité à la Révolution n'est donc pas douteux un instant. J'entends bien qu'entre l'affirmation d'un état d'esprit politique et la participation active à un complot armé, il y a de la marge. Est-ce que tous les communistes français se sont engagés dans la colonne internationale ? Que donc une minorité des fascistes soit disposée à se battre, c'est entendu. Mais il en est de même dans toutes les guerres civiles et dans tous les partis. Il est très difficile, certes, de mesurer les forces réelles dont dispose Franco; ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il est ridicule de les croire limitées à quelques milliers de mercenaires, alors que d'après les journalistes anglais l'armée qui attaque Madrid compte 25 à 30.000 hommes, ce qui suppose bien, pour l'ensemble des fronts et des provinces occupées, une mobilisation permanente de 150.000 hommes.

Je sais bien que Louzon continuera, imperturbable, à professer que le peuple est toujours là où, selon la conscience de classe, il devrait être. En vain dix, vingt, trente expériences auront montré que le césarisme, le bonapartisme, le fascisme sont des mouvements populaires, que des ouvriers, hélas ! et pas loin de nous, peuvent être nationalistes, chauvins ou belliqueux. Restons fermes sur les principes et gardons bien nos illusions. C'est tellement agréable...

Bons vœux tout de même à la R. P. *et bien cordialement à tous.*

Notre « malaise » La lettre de Roger Hagnauer nous a déjà valu plusieurs commentaires. Voici, tout d'abord, un mot de notre vieil ami Béranger :

Voulez-vous faire savoir aux camarades Martinet, Hagnauer, Emery, etc., que nombreux doivent être les lecteurs de la R. P. *qui approuvent leur point de vue sur les événements actuels.*

Dans le n° 198 de la R. P., *je vous ai dit toute ma réprobation et ma haine de la guerre, et vous savez que ce n'est pas par lâcheté...*

Etre pacifiste, internationaliste, tout faire pour éviter les horreurs d'une nouvelle guerre (les cadavres de la dernière traînent encore les rues — car il n'y a pas que les morts...), repousser le massacre de prolétaires conscients ou inconscients devient pour les révolutionnaires patriotes (pas un pouce de notre territoire *aux étrangers !), être pacifiste, dis-je, devient le peureux, le lâche, de la part de camarades qui, pour avoir le droit d'avoir une opinion contraire, et de l'écrire, ne doivent pas avoir celui de nous traiter sur le ton de... maître à élève — pour ne pas dire plus.*

Je demande donc aux camarades Martinet, Hagnauer, etc., etc., de ne pas abandonner leur collaboration à la R. P.; *leur départ en entraînerait d'autres, et je crois que nous avons autre chose à faire que de briser les liens qui unissent le petit nombre d'amis de la revue.*

◇◆◇

Un camarade de l'enseignement des Hautes-Alpes, Meysenq, nous fait part de son opinion en ces termes :

A quelque chose près, les idées qu'Hagnauer exprime dans la lettre que vous avez bien fait de publier sont aussi les miennes. Comme Chambelland, je pense et je souhaite qu'il continuera à tenir sa place dans la R. P.

Voici en un mot mon sentiment sur la question

essentielle, la question internationale et l'appréciation de l'action de Blum et de la S.F.I.O., qui divise les amis dans la R. P.

Je ne suis pas socialiste adhérent et je crois néanmoins qu'actuellement, devant la vague de nationalisme et d'union sacrée, c'est Blum et la S.F.I.O. qui résistent le plus (j'entends parmi les dirigeants); je crains que, pris dans l'engrenage de forces opposées mais qui, actuellement et sur ce point, parlent le même langage, ils ne soient entraînés ou ne se laissent entraîner vers le grand cataclysme. Vous devinez quelles sont, à mon sens, ces forces : à droite, le capitalisme qui espère et arriverait peut-être ainsi à se dégager de l'étreinte ouvrière; à gauche, les masses ouvrières aveugles que le parti communiste entraîne avec lui. Je pense que la R. P., *comme moi-même, souhaite le contraire.*

◇◆◇

Voici enfin l'avis de Fontaine, des instituteurs du Rhône :

Comme je regrette de n'avoir pu assister à la réunion d'information à laquelle fait allusion Roger Hagnauer !

J'ignore ce qu'il a pu entendre des camarades du Rhône et de la Loire, mais de ma part et, dieu merci, de la part d'autres camarades, il aurait perçu un autre son de cloche.

J'étais à Lyon le jeudi suivant, et j'ai constaté, en effet, au cours de discussions touchant l'action générale syndicale, un état d'esprit inquiétant, une sorte d'affaissement des valeurs morales syndicales, un désarroi dans les esprits face aux graves questions posées par les événements actuels.

Que notre camarade Hagnauer ait constaté ce malaise, il n'y a là rien qui ne soit normal, mais qu'il dise que les vieux abonnés n'écrivent pas à la R. P. *parce qu'ils craignent de subir le sort d'Emery et de Roméas, c'est proprement formidable.*

Pour ma part, j'approuve complètement la réponse de Chambelland à la lettre d'Hagnauer.

Quant aux notes économiques de Louzon, qui consistent surtout en une énumération de documents qu'on chercherait en vain dans le Peuple, *le* Populaire *et l'*Humanité, *je ne vois pas en quels termes un syndicaliste pourrait autrement les juger.*

Si la même attitude, les mêmes méthodes de gouvernement, les mêmes faits, favorables ou défavorables à la classe ouvrière sont jugés différemment selon qu'ils émanent de nos adversaires ou de nos propres dirigeants, il n'y a plus de discussion sérieuse possible.

Quant à la forme et au ton employés, c'est une question de sensibilité d'épiderme qui ne doit pas influencer les militants de la trempe de ceux qui collaborent à la R. P.

La réalité, c'est qu'en effet il existe un malaise, mais un malaise dont les causes sont à chercher non pas dans la ligne suivie par la rédaction de la R. P., *car cette ligne — et c'est tout à l'honneur de notre revue — est la même que toujours, mais dans les ravages causés par cette mystique de la fausse vertu attribuée à cette formation hybride qui a nom : Rassemblement populaire.*

Nous, les anciens, nous avons connu ça à l'époque de l'affaire Dreyfus et ensuite au moment de l'arrivée au pouvoir des Millerand, des Briand, des Clemenceau. La désillusion a été rapide et brutale; cette fois, elle sera moins rapide, mais aussi profonde, aussi douloureuse pour beaucoup.

Il est un principe qui devrait être définitivement acquis chez nous, syndicalistes : c'est que la crise économique ne se dénouera pas par l'intervention des seules méthodes parlementaires et politiques. L'instauration d'une économie assurant le bien-être et la liberté des travailleurs ne peut être réalisée dans le cadre des lois bourgeoises. Même une prise de pouvoir par une majorité socialiste et communiste qui se servirait des organismes constitutionnels pour réaliser leur programme aboutirait à une anarchie économique sans précédent. Le problème serait alors résolu par les méthodes staliniennes. Mais y aurait-il là émancipation du prolétariat ?

Alors que tous les événements, dont le principal est l'occupation des usines, prélude immédiat *de leur mise en marche par les syndicats au profit de tous, vérifient avec une aveuglante clarté notre thèse syndicaliste révolutionnaire, alors que s'avère l'impuissance des partis devant la crise intérieure et extérieure, le grand malheur c'est que les dirigeants confédéraux n'ont pas conscience que l'heure de la C.G.T. va sonner.*

Le malaise est là.

◇◆◇

Nous continuerons à publier les avis que voudront bien formuler nos camarades sur les malentendus qui se sont élevés entre nous. Encore une fois, c'est un signe de force que de pouvoir débattre aussi librement des questions essentielles — M. Ch.

Il faut libérer Marchand

Une lettre à la Commission syndicale de Belgique

Paris, le 11 janvier 1937.

Chers camarades,

Les soussignés ayant appris l'arrestation d'Emile Marchand, secrétaire général de la Section de Bruxelles de la centrale du Bâtiment et industries diverses, expriment l'inquiétude qui les étreint.

Ce camarade, bien connu en France, est accusé de trafic d'armes introduites dans ce pays; nous ignorons quelle est la valeur juridique de cette inculpation. Mais la personnalité de Marchand, son passé politique et syndical, les contacts que nous avons eus avec lui au cours des derniers temps, nous incitent à repousser avec énergie cette hypothèse; pareille inculpation ne peut servir qu'à camoufler la persécution frappant l'aide efficace que Marchand aurait apportée aux travailleurs espagnols.

Or, cette aide-là l'honore grandement et nous nous en sentons moralement solidaires, en raison des décisions de la C.G.T. poussant à l'organisation de ce secours.

Ayant suivi avec attention l'information donnée par la presse ouvrière belge à ce sujet, nous sommes péniblement impressionnés par l'absence quasi totale de protestation en faveur de notre camarade; vous n'ignorez pourtant pas que pour Marchand, vu son état de santé, l'affection cardiaque et son âge, la détention préventive qu'il subit à la prison de Liége, la plus rigoureuse des prisons belges, peut avoir des conséquences fatales.

Espérant que vous partagez notre angoisse et ne négligerez rien pour inaugurer une campagne de libération (1) en faveur du courageux militant qu'est Marchand, veuillez agréer, chers camarades, nos salutations syndicalistes.

Pierre Monatte, Louzon, *de la « Révolution Prolétarienne »*; Delsol, *secrétaire du Syndicat du Gaz de la Banlieue de Paris ;* Potat, *du Syndicat de l'Alimentation de Paris ;* Roy, *de la Fédération des Métaux ;* Chambelland, *du Syndicat des Correcteurs ;* Bettendroffer, *membre du Conseil du Livre ;* Charbit, *membre du Conseil du Syndicat des Typographes.*

(1) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la bonne nouvelle de la libération de Marchand. — N.D.L.R.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

« Plus de grèves ! »

Le gouvernement a passé le cap de la fin d'année. Il a abordé l'année nouvelle avec optimisme. Un de ses plus grands soucis, les grèves, les occupations d'usines, est en voie de disparition. Il n'y a plus de grève, il n'y a plus d'usines occupées, répètent les communiqués officiels et les journaux officieux. Et de chanter les louanges de la loi sur l'arbitrage obligatoire, qui aurait permis cette « paix sociale » momentanée...

N'ayons pas la préoccupation de créer des difficultés nouvelles, du point de vue ouvrier, au gouvernement de Front populaire. Il n'est que juste, au contraire, de reconnaître ses efforts. Si nous prenons les 40 heures, par exemple, nous enregistrons avec joie les décrets d'application qui se succèdent et qui font que, déjà, la loi du 21 juin est en vigueur pour un total impressionnant de 4 millions d'ouvriers.

J'ai déjà écrit, je crois, que jamais avant l'avènement du gouvernement Blum-Daladier, je n'aurais supposé un tel gouvernement capable de telles réalisations.

Il convient d'ajouter, et ce sans la moindre acrimonie, qu'il y a été puissamment aidé par l'essor formidable du mouvement ouvrier depuis le mois de juin et qu'aujourd'hui même, s'il dispose d'un peu de répit pour traiter d'autres problèmes non moins importants, il le doit, d'abord et surtout, à l'attitude des dirigeants de nos syndicats et à la compréhension des syndiqués.

Mais il faut bien préciser que cette attitude comporte une part de sacrifice : alors que le grand patronat n'interrompt pas son effort de réaction, les organisations syndicales limitent la résistance ouvrière et cèdent parfois du terrain pour éviter un conflit qui gênerait le gouvernement.

Ce n'est pas contre cette tactique en elle-même que j'en ai. C'est contre la façon de s'en servir. Si l'on ne veut pas de grèves, pourquoi les susciter ? Pourquoi conduire ses troupes dans une impasse ? Pourquoi les tromper ? Je n'ai jamais autant mesuré la valeur que posséderait une stratégie confédérale qui permettrait de lancer les grèves au bon moment, d'en rester les maîtres, de les conduire à bonne fin.

Mais il n'existe pas de stratégie confédérale. S'il en existait une, on n'aurait pas été contraint de briser la vague de fin 1936 dans des conditions qui ont aggravé les malentendus entre les syndiqués et les militants dans plusieurs corporations.

D'autre part, s'il est vrai que la loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires a fourni au gouvernement l'autorité nécessaire pour obliger les patrons à mettre fin aux conflits, il n'est pas moins incontestable qu'on n'aurait pas dû engager l'avenir par la légalisation d'une procédure de circontance. On peut ne pas avoir peur de l'arbitrage obligatoire entre les mains du gouvernement Blum. Mais la politique est chose mouvante, le gouvernement Blum n'est pas éternel. Entre les mains de qui tombera demain l'arme que nous aurons nous-mêmes forgée ?

Le Congrès de l'Union

J'ai fait valoir ces raisons à la Commission exécutive de l'Union des Syndicats de la région parisienne lors de la discussion des rapports soumis au congrès qui doit se tenir au gymnase Huyghens les 5, 6 et 7 février prochain. Ce fut sans grand résultat. J'ai retiré, avant le vote, la résolution que j'avais déposée : elle n'aurait, en effet, recueilli que la voix de son auteur. C'est un peu attristant, mais c'est ainsi. Néanmoins, on sentit le besoin de sortir un texte nouveau, une approbation, certes, mais toute conditionnelle. On accepte l'arbitrage... s'il nous donne satisfaction !

Cette question fera, du moins faut-il l'espérer, l'objet d'un large débat à la tribune du congrès. Mais ce ne sera pas, évidemment, le plus important.

Quand la fusion s'est faite dans la région parisienne, en janvier 1936, les forces étaient, on se le rappelle, à peu près égales. Les « incompatibilités » ne furent votées que par 379 voix contre 350. La Commission exécutive nouvelle fut élue sur la base de la parité : 15 ex-confédérés et 15 ex-unitaires. Une manœuvre fut tentée in extremis *pour détruire cet équilibre, au bénéfice de la tendance ex-unitaire : elle échoua. Elle échoua parce que les ex-confédérés surent faire preuve d'un peu d'énergie.*

La situation est toute différente aujourd'hui.

D'abord — et surtout — ce n'est plus de la même Union qu'il s'agit. Les effectifs se sont augmentés de façon considérable. On compte depuis Juin, assure la trésorerie de l'Union un million de syndiqués à Paris, dans la Seine et en Seine-et-Oise. Certaines organisations, les Métaux, les Produits chimiques, les Employés, l'Alimentation ont atteint un chiffre d'adhérents que personne n'osait seulement envisager.

Dans le même temps, un certain nombre de syndicats, représentés au congrès de fusion sur la base de la parité, sont passés totalement ou presque entre les mains des ex-unitaires. Ah ! ce fut de l'ouvrage bien faite ! Les fractions n'ont jamais aussi bien fonctionné que depuis qu'elles n'existent plus... officiellement. Tout ce qui subsistait dans les conseils syndicaux d'éléments ex-confédérés hostiles à la bolchevisation — et essentiellement d'éléments autrefois minoritaires dans la C.G.T.U. — fut soigneusement éliminé par des moyens plus ou moins honnêtes.

Il est des militants confédérés qui se sont prêtés à ce jeu.

Souhaitons-leur de ne point éprouver trop de remords lorsque, le soir du 7 février, ils contempleront le couronnement des opérations qu'ils ont facilitées, à savoir l'élection d'une nouvelle C.E. qui comprendra 23 membres soumis à la discipline du parti communiste contre seulement 7 ex-confédérés.

Telles sont, en effet, les proportions de la

liste patronnée, au nom de la fraction communiste, par le Syndicat des Hôtels-Cafés-Restaurants et le Syndicat des Produits chimiques. Je doute que les éléments restés syndicalistes puissent empêcher cette mainmise quasi totale. Sans être pythonisse, on peut avancer que nous allons revivre, à l'Union des syndicats de la région parisienne, l'époque néfaste de la bolchevisation. Bien travaillé !

« Avant-garde fasciste » ?

Dans son rapport sur les tâches, Hénaff, l'un des secrétaires de l'Union, parlant du mouvement fasciste, écrit ces deux lignes ignobles :

« EN U.R.S.S., SON AVANT-GARDE EST DÉMASQUÉE ET LIQUIDÉE. »

Il s'agit, vous l'avez deviné, des fusillés du procès de Moscou, et des nombreux oppositionnels emprisonnés.

Voilà comment vont les choses dans le mouvement syndical parisien... Mais puisque tout le monde est content, et qu'il n'y a que ces râleurs de la petite R.P., *pourquoi les Hénaff se gêneraient-ils ?*

M. CHAMBELLAND.

Le Congrès de l'Union des Syndicats de l'Adour

(19 et 20 décembre 1936)

Nous sommes venus à ce congrès, Catalogne (d'Orthez) et moi, sans grande illusion préalable. Nous n'avions pas tort, car ce que nous pouvions prévoir s'est accompli. L'unité syndicale a tourné, dans nos deux départements, au profit du stalinisme. Pour le moment, il nage fort bien dans la confusion du Rassemblement populaire et dissimule avec aisance son réformisme le plus plat derrière des phrases vibrantes qui emportent l'adhésion enthousiaste des nouveaux venus.

Ceux-ci ne manquent pas d'être nombreux. En mai, 9.000 syndiqués, fin décembre 27.200. Travail de recrutement qui s'est fait dans des départements d'un niveau social somme toute assez faible et qui aurait été facilité, si l'Union interdépartementale avait mieux organisé son travail, en juin et juillet.

Mais il y a eu de l'incohérence, là comme un peu partout. Elle ne serait pas impardonnable. Seulement, il ne fait pas bon la signaler. Un défilé d'une quinzaine de délégués vient chanter les louanges de Barroumes, permanent de l'Union. Si on le critique, c'est qu'on a été incapable de se débrouiller soi-même. Les nouveaux syndiqués sont les plus enthousiastes dans cette défense théâtrale et un peu vaine. Le stalinisme est du reste récompensé de ses efforts par une énorme majorité : 142 syndicats pour, 32 contre, et encore, les opposants s'appuient parfois sur des griefs de détail, plus que sur des principes.

En décembre 1935, quand se réalisa l'unité, les ex-unitaires lui offrirent de très faibles effectifs avec 63 francs d'argent liquide; les ex-confédérés lui apportaient au contraire dans les 45.000 francs. Mais les staliniens ont bien travaillé. Aujourd'hui, l'on peut dire qu'ils administrent l'Union en majorité, avec des éléments jeunes et tenaces. Seuls ont pu rester en fonctions quelques ex-confédérés qui ne manquent d'ailleurs pas de qualités et qui ont su s'adapter à ce nouveau climat. Désarmenien reste ainsi secrétaire général et a l'air de s'entendre parfaitement avec ceux qui sont venus à son réformisme conséquent et fidèle.

Les mœurs que nous avons connues à la C.G.T.U. commencent à s'installer. Le droit de critique existe encore, mais on suspecte les mécontents d'opposition systématique. Discuter, c'est diviser le mouvement syndical. On fait mousser les avantages obtenus. On discrédite l'adversaire. L'intention manifestée par beaucoup de syndicats landais de créer une U. D. dans les Landes est considérée comme une volonté de séparatisme fâcheux. Il y a pourtant maintenant 9.000 syndiqués dans les Landes. La question est soumise à la C.G.T. sans vote réel par syndicat.

Néanmoins, l'opinion des syndicalistes révolutionnaires a pu se faire entendre. Catalogne a critiqué la politique sociale de la C.G.T. à la remorque du Front populaire, à propos surtout de l'arbitrage obligatoire. Il a montré la passivité confédérale en face de la guerre impérialiste et, au sujet de la question d'Espagne, il a montré les dangers de la croisade antifasciste pour laquelle on convie le prolétariat à faire l'union sacrée avec ses exploiteurs. J'ai surtout insisté sur la mise au rencart de la lutte des classes, la nouvelle idéologie de paix sociale que la C.G.T. met en honneur, le danger que court le droit de grève. Les votes ont montré sans doute notre écrasement, mais du moins nous avons été applaudis par ceux que n'obsède pas le Rassemblement populaire.

Racamond, qui présidait, est venu nous révéler les secrets et finesses de la nouvelle politique. Nous voyons bien, à travers son langage, que si les staliniens dénigrent le gouvernement comme hommes de parti, au point de le mettre en péril, ils sont tout sucre dans la C.G.T. Le respect du pacte du Rassemblement populaire est pour eux la fin de tout. Les nécessités de la lutte des classes, les intérêts propres du prolétariat ne doivent pas momentanément prendre le pas sur ceux de ces précieuses classes moyennes à ménager tendrement. Si la C.G.T. se mettait à vouloir commander dans le Front populaire, elle s'isolerait de la masse et nous retomberions dans l'illusion funeste de jadis, celle des minorités agissantes.

Je vois fort bien, à la pointe du combat, cette petite minorité aiguë et fragile de 5.000.000 d'adhérents !

Ne nous laissons pas provoquer par la bourgeoisie qui veut nous diviser. Quant à nous, les « idéologues », qui « cherchons le plaisir de faire des discours plus combatifs », nous sommes des partisans des grèves à jet continu qui voulons briser le Front populaire. Nous méprisons la classe ouvrière en croyant qu'elle pourrait se laisser enchaîner par l'arbitrage obligatoire. Et vive la paix sociale dont la C.G.T. donnera l'exemple à la « population ».

Nous sommes donc en face d'une théorie constituée, celle de l'intérêt général, vieille connaissance. Le Rassemblement populaire met d'accord Racamond et Bidégaray, qui préside la séance et dont le nom fut tout un programme.

A. RICHARD.

Pour comprendre les événements d'Espagne.
Pour éviter les pièges du nationalisme de droite et de gauche.
Pour savoir servir le prolétariat et rien que le prolétariat.
Pour voir clair !

LISEZ :

La révolution espagnole et l'impérialisme.

par J. BERNIER
(correcteur syndiqué)

Série : LES CAHIERS LIBERTAIRES
Éditions de la J. A. C.

Autour de la nouvelle constitution

La lutte pour le pouvoir
La préparation à la guerre. — Quelques statistiques

La nouvelle Constitution — dont nous avons noté les grandes lignes et la signification dans la *R. P.* n° 227 — a été adoptée au VIIIe Congrès des Soviets de l'Union.

Ce congrès extraordinaire, qui s'est tenu au Kremlin, du 25 novembre au 5 décembre 1936, a signé sa propre mort comme organe suprême *légal* du régime puisque, dorénavant, ce rôle sera dévolu à deux parlements : le *Conseil de l'Union* et le *Conseil des nationalités.*

Il faut attendre les premières élections générales et la formation des nouveaux organes officiels du pouvoir pour juger des changements réels apportés au régime; mais il est certain que la dictature de Staline subsistera dans toute sa rigueur. Il semble seulement qu'elle aura fait un pas pour tenter de s'appuyer sur la nouvelle classe privilégiée : celle qui détient, dans les divers domaines, le pouvoir pratique.

L'entente et la lutte entre ces deux forces apparaissent de plus en plus comme le fond de la politique intérieure de l'Union. D'un côté, Staline détenant le pouvoir absolu mais le détenant artificiellement; de l'autre, les cadres du pays détenant un pouvoir presque exclusivement technique mait tendant naturellement à devenir les maîtres politiques. Le prolétariat et les paysans ne sont dans tout cela que des masses de manœuvre, dont il faut cependant tenir compte. La logique pousse Staline à composer avec ses concurrents; mais son amour-propre, sa nature le retiennent. De là, la plupart des zigzags qui nous paraissent incompréhensibles.

Cette lutte n'est évidemment pas publique et, présentant le texte de la nouvelle Constitution aux délégués, Staline se garde bien d'y faire allusion; il s'attache à démontrer que le pays est une grande famille, au sein de laquelle deux classes sœurs, les ouvriers et les paysans, ont des intérêts concordants et fraternisent avec une *intelligentsia* issue d'eux-mêmes et entièrement dévouée à l'œuvre commune. Puis il conclut en affirmant qu'il ne peut pas y avoir d'antagonisme politique ni d'opinions essentiellement différentes puisqu'il n'y a pas de heurts d'intérêts et par conséquent, il ne peut y avoir droit d'existence en U.R.S.S. que pour un seul parti. C'est faire entendre qu'il veut rester le maître absolu.

Mais ce qui reste du parti et Staline lui-même auront beau faire; il semble bien que, tôt ou tard, ils devront céder le pouvoir aux vrais héritiers de la révolution : aux cadres techniques de la *société organisée* et *dirigée.*

◇◆◇

L'entente est parfaite : lorsqu'il s'agit de l'unité et de la puissance du pays (on devrait dire « de l'empire »). Le patriotisme est cultivé comme nulle part ailleurs, sauf peut-être en Allemagne hitlérienne, et fin 1936 indique qu'on ne craint pas de créer une atmosphère de véritable surexcitation patriotique, préparation psychologique de la population au prochain massacre.

Ces jours derniers, une nouvelle manifestation, sur laquelle notre presse a presque fait le silence, s'est produite au grand palais du Kremlin : 1.500 femmes *d'officiers,* déléguées de toutes les garnisons de l'armée rouge, ont tenu un congrès en présence de Staline, des membres du gouvernement, de Vorochilov et de tous les maréchaux.

Quand Staline fit sont entrée dans la salle, il fut l'objet d'une ovation délirante qui dura dix minutes. Le maréchal Vorochilov ouvrit le congrès par un discours où il défia les « ennemis fascistes » de mettre leurs menaces à exécution. C'est lui qui est l'auteur d'une formule, chaque jour répétée dans la presse, par laquelle les citoyens soviétiques s'engagent. non seulement à repousser l'agresseur, mais aussi à le vaincre sur son propre territoire. Rien ne peut mieux donner l'idée de l'atmosphère du congrès que le serment solennel de cette « armée des femmes », lu à la tribune sur le ton d'une litanie au « Chef des peuples » Staline. En voici un passage :

« Nous aidons nos maris. Nous élevons une génération nouvelle qui saura défendre en temps voulu la cause de leurs mères et de leurs pères. Nous vous jurons, ô grand Staline, de travailler sans jamais nous lasser, de renforcer notre armée rouge bien-aimée, de nous sacrifier à sa gloire. Nous sommes prêtes à répondre au premier appel pour défendre notre propre patrie, afin que notre Chef, notre grand et sage Staline, puisse vivre longtemps. »

Le VIIIe et dernier Congrès des Soviets fut lui-même une grande manifestation patriotique au cours de laquelle les représentants de l'armée, de la marine et de l'aviation prononcèrent des discours vibrants sur la défense et l'inviolabilité des frontières de l'U.R.S.S. Comme réponse à Gœring (formation de 70.000 pilotes en Allemagne) on y lança le mot d'ordre de « formation accélérée de 150.000 pilotes soviétiques ». — Cent cinquante mille ! Ceci donne une idée de la puissance destructive de la guerre qu'on nous prépare.

Les orateurs exprimèrent la foi patriotique de toutes les républiques et la haine de l'Allemagne fasciste, d'aucuns formulèrent même des menaces à l'égard des petits états baltiques qui oseraient permettre le passage des ennemis. Une délégation militaire en tenue de campagne défila à la tribune. La création d'un nouveau commissariat : celui de l'*industrie de guerre* et la construction d'une marine de guerre, « la plus puissante du monde » y furent décidées.

Ceci donne le ton exact d'un congrès où la Constitution, qui ne s'est guère attiré la confiance de la population, apparaît plutôt comme un prétexte.

◇◆◇

Le président de la Commission des mandats, Iakovlev, a donné au Congrès des chiffres du plus grand intérêt sur la composition des délégués.

Du point de vue des nationalités, la majorité absolue appartient au peuple le plus nombreux et le plus fort : aux Grands-Russiens qui détiennent 1.310 mandats sur 2.016.

Du point de vue social, voici comment se répartissent les 2.016 délégués du Congrès (1) :

Directeurs d'usines et autres établissements, ingénieurs, techniciens, spécialistes	202
Responsables du Parti et des syndicats	323
Membres des comités exécutifs centraux	363
Officiers supérieurs	49
TOTAL	937 ou 47 %.
Présidents de soviets de villages, de cantons et d'arrondissements	323
Présidents de kolkhoz, chefs de fermes, brigadiers de kolkhoz	174
Militaires (officiers subalternes, sous-officiers et soldats)	92
TOTAL	589 ou 29 %.
Ouvriers « stakhanovtsy »	371
Paysans conducteurs de tracteurs et de machines agricoles compliquées	59
TOTAL	430 ou 21 %.
Ouvriers ordinaires	12
Paysans ordinaires	48
TOTAL	60 ou 3 %.
TOTAL GÉNÉRAL	2.016 ou 100 %.

Ainsi, dix-neuf ans après la révolution, 3 % seulement des délégués au Congrès des Soviets de l'Union sont des ouvriers et des paysans *ordinaires*, c'est-à-dire des représentants de cette immense majorité de la population au nom de laquelle se « construit le socialisme » et qui n'en a absolument rien reçu. Quelle phrase peut atteindre à l'éloquence de ce chiffre : *trois pour cent ?*

Certes, il y a encore d'autres ouvriers et quelques paysans (21 %); mais ils font tous partie de cette couche relativement faible des travailleurs qui jouit de quelques miettes de « privilège ». Les stakhanovtsy sont ces champions de la productivité que l'on dote de logements convenables et de salaires allant du double au quintuple du salaire moyen de leurs camarades de travail. Dans un village collectivisé et motorisé, c'est généralement aux jeunes paysans-stakhanovtsy que l'on permet l'apprentissage de la conduite des machines agricoles compliquées. Là encore il ne s'agit, parmi les travailleurs des champs, que d'une petite minorité qui éprouve un tant soit peu l'impression d'avoir reçu quelque chose du nouveau régime. Mais même en additionnant tous les ouvriers et tous les paysans on n'atteint que 24 % des délégués. C'est bien peu pour un Etat socialiste et prolétarien !

Le groupe suivant (29 %) représente cette large classe moyenne qui exerce une particule de pouvoir dans l'administration et dans l'économie. Tous ces présidents de soviets et de kolkhoz sont les représentants au village de l'immense Etat tout-puissant, ils sont son porte-parole, son œil et son exécuteur. Ils en reçoivent quelque reflet et bénéficient de la crainte qu'il inspire. Ils forment, avec les chefs de ferme, brigadiers et autres, cette catégorie de paysans qui a tout simplement pris la place du « koulak ». Quant aux 92 militaires dont on ne donne pas la composition en détail, nous les avons inclus dans ce groupe parce qu'ils ne comprennent probablement que peu de soldats et parce que même ces derniers ont en U.R.S.S. un niveau de vie matérielle bien supérieur à celui de l'ouvrier et du paysan *ordinaires*. De toute façon, leur nombre infime ne peut changer sensiblement l'ordre des rapports entre les chiffres présentés.

Pour finir, voici le groupe compact des capitaines d'industrie, techniciens, spécialistes, responsables, hauts fonctionnaires et officiers supérieurs; *près de la moitié du congrès*. Il y a, certes, de grandes différences entre eux, tous ne sont pas maréchaux ou gouverneurs de province; mais ils font tous partie des cadres supérieurs de la nouvelle société, ils représentent la classe privilégiée du régime, celle pour qui la révolution a été faite.

Les délégués représentent donc bien toutes les classes de la population; mais en proportion inverse de leur importance numérique et en proportion directe des privilèges dont elles jouissent. Comme il y a peu de nouveau sous le soleil !

YVON.

(1) Iakovlev utilise ces chiffres dans un esprit orthodoxe évidemment; il nous a fallu exécuter un petit travail de regroupement pour leur faire dire ce qu'ils signifient vraiment. Par exemple, nous n'appelons *ouvriers* que ceux qui travaillent à l'établi et non ceux qui, anciens ouvriers, sont devenus officiers supérieurs et autres grands fonctionnaires.

FAITS ET DOCUMENTS

« Heureux contrastes » *Dans les « Ripostes » du* Peuple *du 19 janvier, sous le titre « Un heureux contraste », l'organe de la C. G. T. nous annonce que nous aurons* tous *des masques à gaz, alors que le cabinet « national », lui, n'en donnait pas à tout le monde.*

Habitants de la région parisienne, rendez hommage au Conseil général de la Seine et surtout à son président Georges Marrane (communiste), sans oublier, évidemment, le chef du gouvernement de Front populaire, Léon Blum, qui, en la circonstance, non seulement a fait diligence, mais a bien fait les choses ! Voyez plutôt :

Pour la fabrication des masques, il sera fait appel au ministre de la Guerre. L'Etat prendra à sa charge la fourniture des appareils aux « mobilisables ». En ce qui concerne le reste de la population, ce même Etat supportera la moitié des frais réels, et une formule est à l'étude, susceptible de permettre la distribution gratuite de masques à toutes les familles non imposées à l'impôt sur le revenu ou imposées au-dessous d'un total à déterminer. Le prix des masques nécessaires aux citoyens plus fortunés sera récupéré sous la forme d'un abonnement forfaitaire calculé d'après la durée moyenne du masque.

◇◆◇

Mais pourquoi diable des masques à gaz; y aurait-il danger de guerre ?

Qui faut-il croire ?

Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur du Front populaire quand il déclare à Montluçon, le dimanche 17 janvier :

On peut dire que la politique de Léon Blum a sauvé la Paix du monde.

(*Populaire* du 18 janvier.)

Ou le général Gamelin, chef d'état-major de l'armée, quand il dit à Metz, le dimanche 17 janvier :

L'heure a sonné de nouveau de ne plus songer qu'à notre France...

Les temps sont revenus d'avoir présents à la mémoire les jours cruels de 1870, les débuts angoissants de 1914 et tous les sacrifices qu'il a fallu consentir pour connaître les gloires finales de 1918.

(Le *Petit Parisien* du 18 janvier.)

Un manifeste pour la défense du syndicalisme lutte de classes

Les mouvements revendicatifs de juin ont permis aux salariés d'obtenir des améliorations substantielles. Reprenant conscience de leur force, en masse, ils ont rejoint la C.G.T.

Un moment débordé, le patronat s'est ressaisi. Organisant méthodiquement la contre-offensive, il entend reprendre, morceau par morceau, les conquêtes sociales de la classe ouvrière.

La C.G.T., forte de ses 5 millions d'adhérents, dispose des moyens nécessaires pour faire respecter les engagements pris.

Au lieu de s'orienter dans cette voie, la seule conforme aux traditions du syndicalisme lutte de classes, elle pratique une politique de compromis et d'abandons successifs, facilitant la contre-attaque patronale et désarmant les syndiqués qui ne demandent qu'à agir collectivement pour défendre leurs droits.

Contre cette attitude, nous, les défenseurs du syndicalisme lutte de classes et d'action révolutionnaire, entendons mettre en garde les travailleurs organisés.

Pour la démocratie syndicale la liberté d'expression des minorités

En conformité avec la lettre et l'esprit de la charte d'unité, loi commune pour chaque syndiqué, nous affirmons notre volonté de défendre sur chacun des problèmes économiques et sociaux posés, la conception du syndicalisme lutte de classes.

Continuant la tradition glorieuse des fondateurs de la C.G.T., nous nous prononçons contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Nous revendiquons, en application du principe de la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités dans les assemblées syndicales régulières, le droit de représentation de ces minorités dans les organismes dirigeants du mouvement syndical de la base au sommet.

Respectueux des décisions prises à la majorité, nous serons toujours disciplinés dans l'action et au premier rang pour mener celle-ci à bien.

Notre plate-forme revendicative

Défenseurs conséquents des intérêts matériels, moraux et sociaux des salariés, nous considérons comme la tâche urgente du moment l'amélioration des conquêtes sociales légalisées ou non imposées au patronat grâce à l'action spécifique de la classe ouvrière par :

a) La généralisation des conventions collectives avec adjonction de clauses concernant l'échelle mobile, l'extension du rôle des délégués d'atelier, le libre exercice du droit syndical, l'application sans restriction des congés annuels payés et de la semaine de 40 heures;

b) L'amélioration de la procédure réglementant l'élection des délégués d'atelier;

c) La lutte contre les affameurs de la population laborieuse;

d) Le contrôle ouvrier préparant le monde du travail à la direction de la nouvelle économie en gestation;

e) La nationalisation effective des industries de guerre et industries-clés, sans indemnité ni rachat.

Adversaires de toute mesure et législation visant à restreindre directement ou indirectement les moyens de défense des salariés contre le patronat, nous nous prononçons pour l'exercice intégral du droit de grève, y compris l'occupation des usines, contre l'arbitrage obligatoire.

Devant la menace que constituent pour la classe ouvrière les formations fascistes armées, nous affirmons la nécessité pour le mouvement syndical de créer sa propre organisation d'autodéfense.

Pour l'unité syndicale internationale

Appréciant les résultats positifs apportés aux salariés par la réalisation de l'unité syndicale en France, nous nous prononçons pour la tenue rapide d'un congrès de fusion des différentes internationales syndicales existantes.

La C.G.T. de l'Union Soviétique travaillerait utilement à la reconstitution de l'unité syndicale internationale en prenant l'initiative d'une telle proposition.

Pour l'internationalisme prolétarien contre l'union sacrée

Le fascisme et la guerre sont les produits naturels du capitalisme. Ces deux fléaux ne disparaîtront, avec le régime qui les engendre, que par l'action révolutionnaire internationale des prolétaires organisés.

Internationalistes, nous combattrons de quelque côté qu'elle vienne la propagande chauvine, l'union sacrée, toute tentative visant à entraîner les travailleurs dans une nouvelle guerre impérialiste, soit sous le prétexte d'une soi-disant défense nationale qui ne peut exister en régime capitaliste, soit sous celui non moins mensonger de la défense des démocraties bourgeoises contre le fascisme.

Antimilitaristes, nous nous prononçons pour la réduction immédiate du service militaire, l'octroi des droits politiques et syndicaux aux soldats et toutes leurs revendications immédiates : augmentation du prêt, des permissions, etc...

DÉFENSEURS DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE, VOILA QUI NOUS SOMMES !

Le présent manifeste définit notre position. Nous appelons tous les syndiqués soucieux de faire respecter la démocratie syndicale, triompher les revendications des salariés, combattre le réformisme et le néo-réformisme dans le mouvement syndical, le chauvinisme et la nouvelle union sacrée, à seconder nos efforts.

Ensemble, nous servirons la cause de l'émancipation totale du prolétariat.

LE GROUPE SYNDICALISTE LUTTE DE CLASSES.

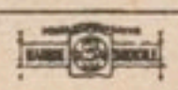
(Ont déjà signé : AUDRY COLETTE, CATALOGNE, COLLINET (*Enseignement*); BERGER, BERTAL (*Techniciens*); BERNIER Jean (*Correcteurs*); BOTT H., DANIEL, DUVERNET L., DUMIGUET M., GALOPIN G., GUYARD F., JULIOT, LAFFERRIÈRE, LEMIRE A., MERSCH, PRUDHOMME, ROCHE M., WALFIS P. (*Métaux*); ROLLIN (*Livre*).

⁂

Adressez les adhésions au présent manifeste à DUVERNET Léon, 37, rue de Paris, à Boulogne (Seine).

Aidez-nous à propager notre conception en envoyant votre obole à WALFIS Paul, 1, rue du Talus-du-Cours, à Saint-Mandé (Seine).

Le gérant : M. CHAMBELLAND.


LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE, 15, R. DE METZ, BOURGEVINE. TÉL. 300.

Editions de la "RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE (fondée en 1925) paraissant le 10 et le 25 de chaque mois

Tout ce qui intéresse la vie ouvrière et sociale et le mouvement syndical :

Articles et études - Monographies - Notes économiques et financières - Documents et polémiques - Biographies - Revue de livres - L'actualité ouvrière et syndicale - Les congrès ouvriers - La vie et les questions coloniales, etc.

Prix de vente : Le numéro de 16 à 32 pages . . 2 frs

Abonnements :

France : 3 mois, 10 frs | 6 mois, 20 frs | 1 an, 40 frs
Etranger : 3 mois, 13 frs | 6 mois, 26 frs | 1 an, 50 frs

Numéro spécimen gratuit sur demande

Siège social :

Paris, 54, rue du Château-d'Eau (Ch. postal Paris 734.99)

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Comment fonctionne la société capitaliste ; où va-t-elle ? **par R. LOUZON**

I. LES RAPPORTS ENTRE INDIVIDUS — L'ÉCHANGE
La valeur - La rente - L'offre et la demande
La monnaie et le crédit

II. Les RAPPORTS entre les CLASSES - La PRODUCTION CAPITALISTE
La plus-value - Le capital - La répartition de la plus-value
La lutte des classes - L'accumulation du capital et les crises
La concentration du capital et le machinisme

III. LA DIALECTIQUE DE L'ÉCONOMIE
Le protectionnisme - Les monopoles privés - Le capitalisme d'Etat

CONCLUSION

Nouvelle édition - Un volume, 205 pages, franco ..... **12 fr.**

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ECONOMIQUE

Traduit de l'anglais par J. PÉRA **par J.-F. HORRABIN**

EXPLICATION MARXISTE DES CIVILISATIONS PASSÉES ET DU MONDE MODERNE

ÉTUDE DES RAPPORTS DE LA GÉOGRAPHIE, DE L'HISTOIRE ET DE L'ÉCONOMIE

Un volume, 132 pages, illustré de 45 cartes, franco ..... **9 fr.**

Ce qu'est DEVENUE la RÉVOLUTION RUSSE

Préface de Pierre PASCAL **par M. YVON**

Recueil de faits et documents écrits par un militant ouvrier ayant vécu et travaillé 11 ans en Russie

I. LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS EN U. R. S. S.
Logement - Approvisionnement - Salaires
Conditions de travail

II. LE NIVEAU DE LIBERTÉ DES TRAVAILLEURS EN U. R. S. S.
La liberté personnelle - La liberté collective

III. L'ÉTAT ET LES CLASSES EN U. R. S. S.
Le pouvoir officiel ou fictif - Le pouvoir réel
Les nouvelles classes

Une forte brochure de 86 pages .. **2 fr.** — *Franco* **2.25**

UN FLEUVE DE SANG

LE LIVRE BRUN DE LA COLONISATION FRANÇAISE
Les événements de 1930-31 en Cochinchine, Tonkin et Annam - La révolte de Yen-Bay - La répression et ses horreurs

Une brochure, 48 pages ..... **1 fr.** — *Franco* **1.20**

Adressez commande à votre libraire ou directement à la " REVOLUTION PROLÉTARIENNE ", 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e (Ch. postal 734.99)

Ne vous laissez pas porter par les événements

dominez-les **EN LES COMPRENANT**

POUR COMPRENDRE LE **MÉCANISME ÉCONOMIQUE** ET LA **SIGNIFICATION SOCIALE** DE LA

DEVALUATION DU FRANC

LISEZ

l'Economie Capitaliste

NOUVELLE ÉDITION

par R. LOUZON

LISEZ NOTAMMENT :

Les chapitres VI et VII du Livre Ier

La fausse monnaie et ses effets

Prix : **12 francs** franco

Envoyez votre commande par mandat-chèque à notre compte de chèques postaux :

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, *54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte N° 734-99 Paris*